



Deuxième trimestre de 2025

Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2025

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, et sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com.

Bénéfice net 4,4 milliards de dollars <i>Hausse de 11 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 3,02 \$ <i>Hausse de 10 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 1,4 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 16 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP^{(1), (2)} 14,2 % <i>Baisse de 30 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,2 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 4,5 milliards de dollars <i>Hausse de 8 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 3,12 \$ <i>Hausse de 7 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,5 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 6 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽³⁾ 14,7 % <i>Baisse de 80 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 131 % <i>Hausse par rapport à 128 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 29 mai 2025 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2025, soit une hausse de 0,4 milliard, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,02 \$, en hausse de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La forte croissance du bénéfice dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Gestion de patrimoine et Assurances, et l'amélioration des résultats dans le secteur Services bancaires aux entreprises ont été en partie contrebalancées par le recul des résultats dans le secteur Marchés des Capitaux. Les pertes nettes ont été moins importantes dans le secteur Services de soutien généraux, en raison principalement de l'incidence après impôt des éléments spécifiés liés à la transaction visant la Banque HSBC Canada (HSBC Canada)⁽⁵⁾ à l'exercice précédent. L'inclusion des résultats de HSBC Canada⁽⁵⁾ a fait croître le bénéfice net de 258 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 4,5 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,12 \$ affichent une hausse respective de 8 % et de 7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 504 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, qui comprend une hausse de 324 millions de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs. Les provisions se sont accrues dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Gestion de patrimoine, ainsi que dans le secteur Marchés des Capitaux dans une moindre mesure. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 58 p.b., en hausse de 17 p.b. par rapport à il y a un an, en raison essentiellement des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est élevé à 6,9 milliards de dollars, en hausse de 1,1 milliard, ou 19 %, par rapport à il y a un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait augmenter le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ de 264 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ a progressé de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, reflétant la forte croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers et de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux. La hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine, reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui est traitée comme un élément spécifié, et l'incidence du change, ont également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des charges découlant de l'accroissement des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, de la hausse de la rémunération variable par suite de l'amélioration des résultats et des investissements en cours dans la technologie.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 14 %, reflétant le recul des résultats pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a diminué de 14 % par rapport à cette même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est replié de 0,5 milliard de dollars, ou 7 %, en raison surtout du repli saisonnier des revenus tirés des activités de négociation, partiellement contrebalancé par la diminution de la rémunération variable par suite de la baisse des résultats et par la hausse du revenu net d'intérêt. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 58 p.b., en hausse de 16 p.b., par rapport au trimestre précédent, reflétant essentiellement l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en baisse de 4 p.b. par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽¹⁾ s'est établi à 23 p.b., en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,2 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 2,6 milliards de dollars sous forme de dividendes sur actions ordinaires et de rachats d'actions.

Aujourd'hui, nous avons déclaré un dividende trimestriel de 1,54 \$ par action, soit une hausse de 0,06 \$, ou 4 %. Nous avons également annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) et du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 35 millions de nos actions ordinaires.

« Nous avons constaté les effets de la solidité de notre modèle d'affaires diversifié sur nos principaux secteurs d'activité au deuxième trimestre. Cette solidité a été soutenue par notre excellente position de capital, par la vigueur de notre bilan et par notre approche prudente de gestion du risque tout au long du cycle. Qui plus est, dans un trimestre marqué par l'incertitude macroéconomique et la volatilité des marchés, notre équipe RBC a continué à se mobiliser pour nos clients en leur offrant les conseils, les idées et l'expérience qu'ils attendent de nous. Nous avons également tenu une Journée des investisseurs afin de présenter notre stratégie d'accélération de la réalisation de nos ambitions visant à accroître notre leadership au Canada, à augmenter nos opportunités clients dans les marchés mondiaux – y compris aux États-Unis, notre deuxième marché national – à tirer parti de nos investissements dans nos données et dans l'intelligence artificielle de manière à créer une valeur accrue pour nos clients, et à atteindre nos objectifs à moyen terme pour nos actionnaires. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

	Données présentées :	Montants ajustés ⁽³⁾ :
T2 2025 par rapport au T2 2024	- Bénéfice net de 4 390 millions de dollars ↑ 11 % - Bénéfice dilué par action de 3,02 \$ ↑ 10 % - RCP de 14,2 % ↓ 30 p.b. - Ratio CET1 de 13,2 % ↑ 40 p.b.	- Bénéfice net de 4 528 millions de dollars ↑ 8 % - Bénéfice dilué par action de 3,12 \$ ↑ 7 % - RCP de 14,7 % ↓ 80 p.b.
T2 2025 par rapport au T1 2025	- Bénéfice net de 4 390 millions de dollars ↓ 14 % - Bénéfice dilué par action de 3,02 \$ ↓ 15 % - RCP de 14,2 % ↓ 260 p.b. - Ratio CET1 de 13,2 % → stable	- Bénéfice net de 4 528 millions de dollars ↓ 14 % - Bénéfice dilué par action de 3,12 \$ ↓ 14 % - RCP de 14,7 % ↓ 250 p.b.
Cumul annuel 2025 par rapport au cumul annuel 2024	- Bénéfice net de 9 521 millions de dollars ↑ 26 % - Bénéfice dilué par action de 6,56 \$ ↑ 25 % - RCP de 15,5 % ↑ 170 p.b.	- Bénéfice net de 9 782 millions de dollars ↑ 18 % - Bénéfice dilué par action de 6,75 \$ ↑ 17 % - RCP de 15,9 % ↑ 70 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025 pour une définition de ces mesures.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

(3) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). Les résultats de HSBC Canada reflètent les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, lesquels comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

(6) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (4 390 millions de dollars au 30 avril 2025; 5 131 millions au 31 janvier 2025; 3 950 millions au 30 avril 2024) avant impôt (1 128 millions au 30 avril 2025; 1 302 millions au 31 janvier 2025; 976 millions au 30 avril 2024) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (1 424 millions au 30 avril 2025; 1 050 millions au 31 janvier 2025; 920 millions au 30 avril 2024). Pour le trimestre clos le 30 avril 2024, le bénéfice avant dotation et impôt exclut la part des résultats de HSBC Canada de 5 700 millions de dollars correspond au bénéfice avant dotation et impôt de 5 846 millions, diminué du bénéfice net de (51) millions, de l'impôt sur le résultat de (20) millions et de la dotation à la provision pour pertes de crédit de 217 millions. Pour le trimestre clos le 30 avril 2025, le bénéfice avant dotation et impôt exclut la part des résultats de HSBC Canada de 6 532 millions de dollars correspond au bénéfice avant dotation et impôt de 6 942 millions, diminué du bénéfice net de 207 millions, de l'impôt sur le résultat de 75 millions et de la dotation à la provision pour pertes de crédit de 128 millions. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	14	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	48	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	17	Services bancaires aux particuliers	53	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	19	Services bancaires aux entreprises	53	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	21	Gestion de patrimoine	53	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	23	Assurances	53	Transactions entre parties liées
4	Faits saillants financiers et autres	24	Marchés des Capitaux	54	Glossaire
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	26	Services de soutien généraux	58	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Principaux événements au sein de l'organisation	27	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	59	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8	Rendement financier	28	Situation financière	65	Notes annexes (non audité)
8	Vue d'ensemble	28	Bilans résumés	88	Renseignements à l'intention des actionnaires
14	Résultats des secteurs d'exploitation	29	Arrangements hors bilan		
14	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	29	Gestion du risque		
		29	Risque de crédit		
		33	Risque de marché		
		38	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2025 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2025. Le présent rapport de gestion, daté du 28 mai 2025, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2025 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2024, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, internationale et l'économie de la zone euro, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que sur notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2024 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2024, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 97 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](https://www.rbc.com).

Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct^{MD} est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les résultats correspondants du présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025 (1)	31 janvier 2025 (1)	30 avril 2024 (1)	30 avril 2025 (1)	30 avril 2024 (1)
Total des revenus	15 672 \$	16 739 \$	14 154 \$	32 411 \$	27 639 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 424	1 050	920	2 474	1 733
Frais autres que d'intérêt	8 730	9 256	8 308	17 986	16 632
Bénéfice avant impôt	5 518	6 433	4 926	11 951	9 274
Bénéfice net	4 390 \$	5 131 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Bénéfice net ajusté (2), (3)	4 528 \$	5 254 \$	4 198 \$	9 782 \$	8 264 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers (4)	1 602 \$	1 678 \$	1 403 \$	3 280 \$	2 756 \$
Services bancaires aux entreprises (4)	597	777	577	1 374	1 227
Gestion de patrimoine (4)	929	980	840	1 909	1 504
Assurances	211	272	177	483	397
Marchés des Capitaux	1 202	1 432	1 262	2 634	2 416
Services de soutien généraux	(151)	(8)	(309)	(159)	(768)
Bénéfice net	4 390 \$	5 131 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	3,03 \$	3,54 \$	2,75 \$	6,57 \$	5,25 \$
– dilué	3,02	3,54	2,74	6,56	5,25
Bénéfice ajusté par action – de base (2), (3)	3,13	3,63	2,92	6,76	5,77
– dilué (2), (3)	3,12	3,62	2,92	6,75	5,77
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	14,2 %	16,8 %	14,5 %	15,5 %	13,8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (2), (3)	14,7 %	17,2 %	15,5 %	15,9 %	15,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	123 300 \$	118 550 \$	108 650 \$	120 900 \$	107 850 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,64 %	1,60 %	1,50 %	1,62 %	1,45 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,58 %	0,42 %	0,41 %	0,50 %	0,39 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,03 %	0,11 %	0,13 %	0,08 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,39 %	0,30 %	0,37 %	0,31 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,88 %	0,78 %	0,55 %	0,88 %	0,55 %
Ratio de liquidité à court terme (3), (6)	131 %	128 %	128 %	131 %	128 %
Ratio de liquidité à long terme (3), (6)	116 %	115 %	111 %	116 %	111 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (3), (7)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,2 %	13,2 %	12,8 %	13,2 %	12,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,7 %	14,6 %	14,1 %	14,7 %	14,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	16,4 %	16,1 %	16,5 %	16,1 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,2 %	4,3 %	4,2 %
Ratio TLAC	31,0 %	29,8 %	27,5 %	31,0 %	27,5 %
Ratio de levier TLAC	9,2 %	8,9 %	8,1 %	9,2 %	8,1 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (8)					
Total de l'actif	2 242 133 \$	2 191 026 \$	2 031 050 \$	2 242 133 \$	2 031 050 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	492 497	488 025	412 553	492 497	412 553
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 007 306	1 006 050	960 539	1 007 306	960 539
Actifs liés aux dérivés	188 211	153 686	130 199	188 211	130 199
Dépôts	1 446 786	1 441 940	1 327 603	1 446 786	1 327 603
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	122 084	122 763	112 065	122 084	112 065
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (3), (7)	703 920	708 941	653 702	703 920	653 702
Biens sous gestion (3)	1 363 900	1 428 700	1 223 300	1 363 900	1 223 300
Biens administrés (3), (9)	5 019 700	5 148 300	4 546 200	5 019 700	4 546 200
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 411 362	1 413 937	1 412 651	1 412 671	1 409 452
– moyenne diluée	1 413 517	1 416 502	1 414 166	1 415 037	1 410 842
– à la fin de la période	1 409 539	1 412 878	1 414 304	1 409 539	1 414 304
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,48 \$	1,48 \$	1,38 \$	2,96 \$	2,76 \$
Rendement de l'action (3)	3,6 %	3,4 %	4,1 %	3,6 %	4,4 %
Ratio de distribution (3)	49 %	42 %	50 %	45 %	53 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	165,47 \$	177,18 \$	133,19 \$	165,47 \$	133,19 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	233 236	250 334	188 371	233 236	188 371
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	94 369	94 624	94 480	94 369	94 480
Nombre de succursales	1 284	1 286	1 348	1 284	1 348
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 331	4 358	4 447	4 331	4 447
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,704	0,699	0,734	0,701	0,740
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,725	0,687	0,727	0,725	0,727

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(2) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(5) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(6) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(7) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(8) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(9) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards (15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2025; 16 milliards et 6 milliards au 30 avril 2024).

(10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(11) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 28 mai 2025

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La politique commerciale internationale des États-Unis a affaibli les perspectives de croissance économique dans la plupart des pays développés, y compris au Canada, dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis. L'administration américaine a imposé des tarifs douaniers de base universels de 10 % à tous ses partenaires commerciaux, mais a conservé les exemptions commerciales conformes à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Par ailleurs, des tarifs douaniers ont été imposés sur les importations américaines d'acier, d'aluminium et de véhicules automobiles. Le Canada a répliqué en imposant à son tour des tarifs douaniers sur certains biens en provenance des États-Unis. Les perspectives de croissance économique demeurent largement tributaires de la durée de validité des nouveaux tarifs douaniers imposés au cours de l'année civile en cours, ainsi que de l'imposition éventuelle d'autres mesures commerciales. Selon nos prévisions, les tarifs douaniers demeureront pour l'essentiel inchangés jusqu'au quatrième trimestre de l'année civile 2025, avant de diminuer. L'économie américaine cette année devrait ainsi progresser à un rythme plus lent que l'année dernière, mais ne devrait pas se contracter. Les tarifs douaniers devraient faire augmenter les prix à la consommation, particulièrement aux États-Unis, tandis que l'élimination de la taxe sur le carbone des produits énergétiques imposée aux consommateurs réduirait la montée des prix au Canada. Nous prévoyons que la Réserve fédérale américaine recommence à réduire les taux d'intérêt plus tard au cours de la présente année civile, car le ralentissement attendu de la croissance économique et une hausse du taux de chômage ont atténué les inquiétudes qu'entraînait l'incidence des tarifs douaniers sur l'inflation. La Banque du Canada a réduit les taux d'intérêt de façon plus marquée que les autres banques centrales mondiales au cours de la dernière année civile, et nous prévoyons d'autres baisses modérées cet été. Nous nous attendons à une faible croissance des économies du Royaume-Uni et de la zone euro, car la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne devraient abaisser davantage leurs taux d'intérêt.

Canada

Le PIB canadien devrait avoir augmenté de 1,8 %¹ au premier trimestre civil de 2025, après avoir affiché une hausse de 2,6 %¹ au dernier trimestre civil de 2024, mais l'on s'attend à un ralentissement de la croissance au deuxième trimestre civil de 2025, car les perturbations du commerce international pèsent sur la croissance économique. La vigueur des dépenses de consommation devrait s'être estompée au cours du premier trimestre civil de 2025. L'investissement résidentiel est probablement demeuré faible en raison du ralentissement des activités de revente, et l'investissement en capital non résidentiel devrait reculer au deuxième trimestre civil. Le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 6,9 % en avril 2025, en hausse de 0,7 % par rapport à il y a un an, et l'on s'attend à ce qu'il s'alourdisse au cours du troisième trimestre de l'année civile 2025 pour s'établir à 7,1 %, car l'affaiblissement de l'économie nationale attribuable aux tarifs douaniers ralentit l'embauche. Contrairement aux attentes, l'inflation a augmenté au début de l'année civile 2025, mais l'élimination de la taxe sur le carbone des produits énergétiques imposée aux consommateurs devrait la ramener au taux cible de 2 % de la Banque du Canada. Par ailleurs, l'on s'attend à ce que celle-ci abaisse le taux du financement à un jour à 2,25 % au troisième trimestre de l'année civile 2025. La croissance du PIB devrait demeurer faible au second semestre de l'année civile 2025, avant de se redresser graduellement au cours de l'année civile 2026.

États-Unis

Le PIB des États-Unis a reculé de 0,3 %¹ au premier trimestre civil de 2025, après avoir enregistré une hausse de 2,4 %¹ au dernier trimestre civil de 2024. Cette baisse est principalement attribuable à l'augmentation des importations et à la diminution des dépenses publiques, tandis que les dépenses des ménages et les investissements des entreprises ont continué de croître. Nous nous attendons à une croissance lente du PIB au cours du reste de l'année civile 2025, car les tarifs douaniers imposés par l'administration américaine font augmenter les coûts et ralentir la production nationale. Le taux de chômage demeure faible, mais il a tout de même augmenté à 4,2 % en avril, soit une hausse de 0,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les possibilités d'emploi s'amenuisent encore et la croissance des salaires a ralenti. Les pressions inflationnistes ont à nouveau montré des signes d'accélération au début de l'année civile 2025 et devraient s'accroître davantage à mesure que les tarifs douaniers font croître les coûts des intrants et les prix à la consommation. Le ralentissement de la croissance économique et une hausse du taux de chômage pour le reste de l'année civile 2025 devraient amener la Réserve fédérale américaine à réduire ses taux d'intérêt, et ce, malgré la hausse de l'inflation. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine abaisse la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 75 points de base au cours de l'année civile 2025, la première réduction devant avoir lieu au troisième trimestre civil.

Zone euro et Royaume-Uni

Le PIB de la zone euro a augmenté de 0,3 % au premier trimestre civil de 2025, après avoir affiché une hausse de 0,2 % au dernier trimestre civil de 2024. La croissance du PIB devrait demeurer lente, mais positive, au cours des autres trimestres de l'année civile en cours, car le ralentissement de la demande mondiale d'exportations de la zone euro devrait être atténué par la hausse des dépenses publiques. Les taux de chômage demeurent faibles dans tous les pays de la zone euro, mais l'on s'attend à ce qu'ils augmentent légèrement au cours de l'année civile 2025. La Banque centrale européenne a abaissé le taux des dépôts à 2,25 % en avril, et d'autres réductions sont prévues, le taux devant atteindre 1,75 % au troisième trimestre civil de 2025. Le PIB du Royaume-Uni a augmenté de 0,7 % au premier trimestre civil de 2025, après avoir connu une croissance de 0,1 % au quatrième trimestre de l'année civile de 2024. La croissance du PIB au Royaume-Uni devrait pour sa part demeurer lente et le taux de chômage, rester faible pendant le reste de l'année civile 2025. Nous nous attendons à ce que la Banque d'Angleterre réduise davantage le taux d'escompte jusqu'à ce qu'il atteigne 3,75 %, d'ici la fin de l'année civile 2025.

Marchés financiers

Le dollar américain s'est déprécié d'environ 5 % depuis la mi-janvier, selon l'indice du dollar américain pondéré selon les échanges. Les marchés boursiers ont été marqués par la volatilité. Le S&P 500 n'a pas fluctué de façon importante par rapport aux niveaux enregistrés à la fin de l'année civile 2024, les chutes abruptes du mois d'avril ayant été renversées dans les semaines qui ont suivi, et sa performance a été considérablement inférieure à celle des marchés boursiers du reste du monde. Les courbes de rendement des obligations d'État se sont accentuées au cours des trois derniers mois au Canada, aux États-Unis et en Europe, les rendements des obligations à long terme ayant légèrement augmenté au cours de cette période, tandis que ceux des obligations à court terme ont faibli. Les écarts de taux se sont resserrés après s'être élargis en avril. À l'échelle mondiale, les prix des autres marchandises, notamment le pétrole, ont chuté, en raison de la faible croissance économique mondiale attendue du fait de la politique commerciale protectionniste des États-Unis.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En avril 2025, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 2,8 %² pour l'année civile 2025, soit une baisse de 0,5 % par rapport à ses prévisions de janvier. Il subsiste des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne :

- l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes telles que l'imposition de tarifs douaniers, qui pourrait affaiblir la demande, accroître les pressions inflationnistes, réduire les investissements, perturber les chaînes logistiques et réduire davantage la croissance à court et à long terme;
- l'abandon d'une intégration économique mondiale, qui pourrait avoir une incidence négative sur la productivité, la croissance et la stabilité financière;
- l'instabilité potentielle des marchés financiers ou le ralentissement plus abrupt que prévu de la croissance du fait de la persistance de l'inflation et des taux d'intérêt élevés, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises;
- les politiques monétaires divergentes en réponse aux pressions inflationnistes, qui peuvent entraîner une réévaluation des actifs, influencer les taux de change et les flux de capitaux et accroître la volatilité des marchés financiers;
- les changements de priorités au sujet des politiques mondiales, y compris l'incertitude persistante concernant les changements aux politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés;
- les pénuries de main-d'œuvre, qui pourraient nuire à la croissance potentielle;
- les conflits en cours, comme celui entre la Russie et l'Ukraine et celui au Moyen-Orient, ainsi que les tensions croissantes dans d'autres régions, notamment entre la Chine et Taïwan;
- l'accroissement de la polarisation et des tensions sociales;
- les événements météorologiques extrêmes.

Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Propositions législatives aux États-Unis

Le 22 mai 2025, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté le projet de loi « One Big Beautiful Bill Act » ou « grande et belle loi » (le projet de loi). Le projet de loi proroge de nombreuses dispositions de la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act* de 2017 qui viennent à échéance, et propose de nouvelles mesures, notamment l'introduction d'un nouveau régime fiscal, en guise de représailles contre les pays qui imposent des règles fiscales que les États-Unis jugent injustes, discriminatoires ou extraterritoriales. Comme le projet de loi n'est pas encore définitif, il est possible qu'ultimement, il ne soit pas adopté, ou que des modifications majeures y soient apportées avant son adoption, notamment la suppression ou la modification de toute disposition proposée à l'heure actuelle, ou l'ajout de nouvelles dispositions. Alors que le processus législatif suit son cours, nous continuons de surveiller activement l'évolution de la situation et évaluons l'incidence que pourrait avoir le projet de loi sur RBC.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

Principaux événements au sein de l'organisation

Banque HSBC Canada

Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). Le tableau ci-après détaille l'incidence de l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada) sur nos secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises ainsi que sur nos résultats consolidés, et reflète les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, qui comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités (résultats de HSBC Canada).

² Compte tenu de la complexité et de la fluidité de la conjoncture économique actuelle, le FMI a utilisé les prévisions de référence plutôt que la base habituelle pour sa projection de la croissance mondiale.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025								
	Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers			Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises			Résultats consolidés		
	Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada		
	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu net d'intérêt	3 286 \$	233 \$	3 519 \$	1 442 \$	292 \$	1 734 \$	7 500 \$	556 \$	8 056 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 279	7	1 286	287	41	328	7 523	93	7 616
Total des revenus	4 565	240	4 805	1 729	333	2 062	15 023	649	15 672
Dotation à la provision pour pertes de crédit	651	3	654	416	123	539	1 296	128	1 424
Frais autres que d'intérêt	1 830	122	1 952	611	87	698	8 491	239	8 730
Bénéfice avant impôt	2 084	115	2 199	702	123	825	5 236	282	5 518
Impôt sur le résultat	566	31	597	194	34	228	1 053	75	1 128
Bénéfice net	1 518 \$	84 \$	1 602 \$	508 \$	89 \$	597 \$	4 183 \$	207 \$	4 390 \$

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2024 (1)								
	Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers			Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises			Résultats consolidés		
	Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada		
	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu net d'intérêt	2 907 \$	78 \$	2 985 \$	1 239 \$	90 \$	1 329 \$	6 444 \$	179 \$	6 623 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 167	11	1 178	304	23	327	7 465	66	7 531
Total des revenus	4 074	89	4 163	1 543	113	1 656	13 909	245	14 154
Dotation à la provision pour pertes de crédit (2)	419	45	464	134	156	290	703	217	920
Frais autres que d'intérêt	1 731	56	1 787	535	31	566	8 209	99	8 308
Bénéfice avant impôt	1 924	(12)	1 912	874	(74)	800	4 997	(71)	4 926
Impôt sur le résultat	512	(3)	509	244	(21)	223	996	(20)	976
Bénéfice net	1 412 \$	(9)\$	1 403 \$	630 \$	(53)\$	577 \$	4 001 \$	(51)\$	3 950 \$

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (2) Les données pour le poste Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers et pour le poste Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises comprennent une dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 44 millions de dollars et de 142 millions, respectivement. Les résultats consolidés comprennent la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 200 millions de dollars, dont une tranche de 193 millions est liée aux prêts productifs acquis.

	Pour le semestre clos le 30 avril 2025								
	Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers			Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises			Résultats consolidés		
	Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada		
	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu net d'intérêt	6 560 \$	464 \$	7 024 \$	2 912 \$	618 \$	3 530 \$	14 859 \$	1 145 \$	16 004 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 555	37	2 592	586	73	659	16 187	220	16 407
Total des revenus	9 115	501	9 616	3 498	691	4 189	31 046	1 365	32 411
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 134	8	1 142	604	274	878	2 191	283	2 474
Frais autres que d'intérêt	3 715	252	3 967	1 215	193	1 408	17 482	504	17 986
Bénéfice avant impôt	4 266	241	4 507	1 679	224	1 903	11 373	578	11 951
Impôt sur le résultat	1 161	66	1 227	467	62	529	2 273	157	2 430
Bénéfice net	3 105 \$	175 \$	3 280 \$	1 212 \$	162 \$	1 374 \$	9 100 \$	421 \$	9 521 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2024 (1)								
	Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers			Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises			Résultats consolidés		
	Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada			Exclusion faite de HSBC Canada		
	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total	Canada	HSBC Canada	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu net d'intérêt	5 761 \$	78 \$	5 839 \$	2 521 \$	90 \$	2 611 \$	12 776 \$	179 \$	12 955 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 344	11	2 355	635	23	658	14 618	66	14 684
Total des revenus	8 105	89	8 194	3 156	113	3 269	27 394	245	27 639
Dotation à la provision pour pertes de crédit (2)	883	45	928	304	156	460	1 516	217	1 733
Frais autres que d'intérêt	3 455	56	3 511	1 077	31	1 108	16 533	99	16 632
Bénéfice avant impôt	3 767	(12)	3 755	1 775	(74)	1 701	9 345	(71)	9 274
Impôt sur le résultat	1 002	(3)	999	495	(21)	474	1 762	(20)	1 742
Bénéfice net	2 765 \$	(9)\$	2 756 \$	1 280 \$	(53)\$	1 227 \$	7 583 \$	(51)\$	7 532 \$

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (2) Les données pour le poste Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers et pour le poste Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises comprennent une dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 44 millions de dollars et de 142 millions, respectivement. Les résultats consolidés comprennent la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 200 millions de dollars, dont une tranche de 193 millions est liée aux prêts productifs acquis.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 390 millions de dollars, en hausse de 440 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,02 \$, ayant progressé de 0,28 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 14,2 %, contre 14,5 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,2 %, en hausse de 40 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 4 528 millions de dollars, en hausse de 330 millions, ou 8 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,12 \$, ayant augmenté de 0,20 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,7 %, en baisse par rapport à 15,5 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Gestion de patrimoine, Assurances et Services bancaires aux entreprises, partiellement contrebalancée par le repli des résultats dans le secteur Marchés des Capitaux. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent reflètent la hausse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada et l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada, facteurs qui ont tous deux été traités comme des éléments spécifiés et présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Notre bénéfice rend également compte de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, principalement celle liée aux prêts productifs, et de l'incidence du change.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué à 4 390 millions de dollars, en baisse de 741 millions, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,02 \$, en baisse de 0,52 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,2 %, une diminution par rapport à 16,8 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,2 % a été stable par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 4 528 millions de dollars a diminué de 726 millions, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté a atteint 3,12 \$, en baisse de 0,50 \$, ou 14 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,7 %, une baisse par rapport à 17,2 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète le repli des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation ainsi que dans le secteur Services de soutien généraux. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a contribué à la baisse des résultats.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est dégagé à 9 521 millions de dollars, en hausse de 1 989 millions, ou 26 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 6,56 \$, ayant progressé de 1,31 \$, ou 25 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 15,5 %, contre 13,8 % il y a un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 9 782 millions de dollars, en hausse de 1 518 millions, ou 18 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 6,75 \$, ayant augmenté de 0,98 \$, ou 17 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 15,9 %, en hausse par rapport à 15,2 % un an plus tôt.

La hausse de notre bénéfice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient principalement à l'amélioration des résultats dans tous nos secteurs d'exploitation. Les résultats de la période considérée reflètent aussi l'incidence moindre des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié et présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Notre bénéfice rend également compte de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'incidence du change.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2025 par rapport au T2 2024	T2 2025 par rapport au T1 2025	T2 2025 par rapport au T2 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	306 \$	(20)\$	783 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	10	–	24
Frais autres que d'intérêt	177	(6)	437
Impôt sur le résultat	13	(1)	36
Bénéfice net	106	(13)	286
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,07 \$	(0,01)\$	0,20 \$
Dilué	0,07	(0,01)	0,20

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,704	0,699	0,734	0,701	0,740
Livre sterling	0,544	0,556	0,583	0,550	0,586
Euro	0,650	0,669	0,682	0,659	0,683

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu d'intérêt et de dividende	24 970 \$	26 455 \$	25 754 \$	51 425 \$	51 363 \$
Charge d'intérêt	16 914	18 507	19 131	35 421	38 408
Revenu net d'intérêt	8 056 \$	7 948 \$	6 623 \$	16 004 \$	12 955 \$
Marge nette d'intérêt	1,64 %	1,60 %	1,50 %	1,62 %	1,45 %
Résultat des activités d'assurance	224 \$	286 \$	203 \$	510 \$	390 \$
Résultat des placements d'assurance	78	82	59	160	200
Revenus tirés des activités de négociation	641	1 195	633	1 836	1 437
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 544	2 667	2 257	5 211	4 442
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 211	1 236	1 067	2 447	2 097
Commissions de courtage en valeurs mobilières	486	471	431	957	819
Frais bancaires	607	612	557	1 219	1 111
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	615	674	734	1 289	1 340
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	338	318	287	656	549
Revenus sur cartes	328	317	291	645	617
Commissions de crédit	370	435	434	805	829
Profits nets sur les titres de placement	45	55	59	100	129
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	16	19	18	35	30
Autres	113	424	501	537	694
Revenus autres que d'intérêt	7 616	8 791	7 531	16 407	14 684
Total des revenus	15 672 \$	16 739 \$	14 154 \$	32 411 \$	27 639 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	614 \$	364 \$	403 \$	978 \$	747 \$
Revenus autres que d'intérêt	641	1 195	633	1 836	1 437
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 255 \$	1 559 \$	1 036 \$	2 814 \$	2 184 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total des revenus a augmenté de 1 518 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde et des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des autres revenus et des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils. L'incidence du

change a compté pour 306 millions de dollars de l'augmentation des revenus. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté 649 millions de dollars au total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 433 millions de dollars, ou 22 %, dont une tranche de 377 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 1 056 millions de dollars, ou 16 %, est en grande partie attribuable à la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, ainsi qu'à l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux, principalement en Amérique du Nord, et l'incidence du change ont également favorisé l'augmentation.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 14 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation de la marge nette d'intérêt des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, de l'acquisition de HSBC Canada, notamment du cumul des ajustements de la juste valeur, de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés dans la plupart de nos secteurs d'exploitation, ainsi que de changements favorables dans la composition des produits pour le secteur Services bancaires aux particuliers. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pressions concurrentielles sur les prix dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 287 millions de dollars, ou 13 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 144 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et de la hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 119 millions de dollars, ou 16 %, ce qui reflète essentiellement le repli des activités de fusion et acquisition dans toutes les régions.

Les autres revenus ont diminué de 388 millions de dollars, ou 77 %, en raison principalement des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt, ainsi que de l'incidence, au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada, qui est traitée comme un élément spécifié.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total des revenus a diminué de 1 067 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation, des autres revenus et des commissions de gestion de placements et de services de garde. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 108 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la croissance des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions pour le secteur Marchés des Capitaux, partiellement contrebalancée par le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont repliés de 554 millions de dollars, ou 46 %, en raison essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont diminué de 123 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement du repli saisonnier des honoraires liés au rendement, ainsi que du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins, et du recul des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de conditions de marché défavorables, ce qui a été partiellement contrebalancé par les ventes nettes.

Les autres revenus ont fléchi de 311 millions de dollars, ou 73 %, en raison surtout des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 4 772 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des activités de négociation et des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des autres revenus. L'incidence du change a compté pour 783 millions de dollars de l'augmentation des revenus. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté 1 365 millions de dollars au total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 3 049 millions de dollars, ou 24 %, dont une tranche de 966 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 2 083 millions de dollars, ou 16 %, est en grande partie attribuable à la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, ainsi qu'à l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement en Amérique du Nord, dans le secteur Marchés des Capitaux et l'incidence du change ont également favorisé l'augmentation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 399 millions de dollars, ou 28 %, principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions, des revenus tirés des activités de négociation du change dans toutes les régions et des revenus tirés des activités de négociation de marchandises, principalement en Europe. L'incidence du change a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement en Amérique du Nord.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 769 millions de dollars, ou 17 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement se sont accrus de 350 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de la hausse des soldes de fonds communs de placement moyens ayant entraîné l'augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les autres revenus ont diminué de 157 millions de dollars, ou 23 %, principalement en raison des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt. Ceci a été atténué par l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada à la période correspondante de l'exercice précédent, qui est traitée comme un élément spécifié.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024 ⁽²⁾	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024 ⁽²⁾
Services bancaires aux particuliers	246 \$	63 \$	103 \$	309 \$	236 \$
Services bancaires aux entreprises	253	30	140	283	156
Gestion de patrimoine	35	36	(19)	71	(46)
Marchés des Capitaux	35	(61)	19	(26)	29
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	(1)	–	1	(1)	2
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	568	68	244	636	377
Services bancaires aux particuliers	410 \$	427 \$	362 \$	837 \$	694 \$
Services bancaires aux entreprises	286	308	149	594	303
Gestion de patrimoine	51	45	46	96	84
Marchés des Capitaux	105	205	115	310	276
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	852	985	672	1 837	1 357
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	1 420	1 053	916	2 473	1 734
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments ⁽⁴⁾	4	(3)	4	1	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	1 424 \$	1 050 \$	920 \$	2 474 \$	1 733 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	300 \$	104 \$	107 \$	404 \$	244 \$
Prêts de gros	268	(36)	137	232	133
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	568	68	244	636	377
Prêts de détail	454	485	396	939	755
Prêts de gros	398	500	276	898	602
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	852	985	672	1 837	1 357
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	1 420 \$	1 053 \$	916 \$	2 473 \$	1 734 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,58 %	0,42 %	0,41 %	0,50 %	0,39 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,39 %	0,30 %	0,37 %	0,31 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(4) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 504 millions de dollars, ou 55 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 17 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est accrue de 324 millions de dollars, en raison essentiellement des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Ce facteur a

été contrebalancé en partie par l'incidence de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada à l'exercice précédent de 193 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 180 millions de dollars, ou 27 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations pour le secteur Services bancaires aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 374 millions de dollars, ou 36 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 16 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a progressé de 500 millions de dollars, ce qui découle en grande partie des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Au trimestre précédent, la dotation à la provision pour pertes de crédit comprenait l'incidence du transfert vers les prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a diminué de 133 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la diminution des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 741 millions de dollars, ou 43 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la hausse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 11 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est accrue de 259 millions de dollars, ou 69 %, en raison essentiellement des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Ceci a été contrebalancé en partie par l'incidence de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada à l'exercice précédent de 193 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 480 millions de dollars, ou 35 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Salaires	2 366 \$	2 354 \$	2 145 \$	4 720 \$	4 223 \$
Rémunération variable	2 338	2 569	2 161	4 907	4 244
Avantages du personnel et conservation du personnel	720	686	606	1 406	1 211
Rémunération fondée sur des actions	54	378	179	432	576
Ressources humaines	5 478	5 987	5 091	11 465	10 254
Matériel	704	681	615	1 385	1 234
Frais d'occupation	428	429	441	857	848
Communications	378	327	358	705	679
Honoraires	538	502	697	1 040	1 321
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	457	435	373	892	725
Autres	747	895	733	1 642	1 571
Frais autres que d'intérêt	8 730 \$	9 256 \$	8 308 \$	17 986 \$	16 632 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	55,7 %	55,3 %	58,7 %	55,5 %	60,2 %
Ratio d'efficacité ajusté ^{(1), (2)}	54,5 %	54,3 %	56,0 %	54,4 %	57,0 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 422 millions de dollars, ou 5 %, sur un an, dont une tranche de 140 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 282 millions de dollars, ou 3 %, est principalement attribuable à la hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, à l'incidence du change et à l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. Les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, et par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,7 %, soit une diminution de 300 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,5 %, en baisse de 150 p.b.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 526 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent principalement en raison des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les autres revenus, et de la baisse de la rémunération variable par suite du repli des résultats.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,7 %, soit une augmentation de 40 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,5 %, en hausse de 20 p.b.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 1 354 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, dont une tranche de 405 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 949 millions de dollars, ou 6 %, est principalement attribuable à l'accroissement des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, à la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, ainsi qu'à l'incidence du change. Les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, et par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,5 %, soit une diminution de 470 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,4 %, en baisse de 260 p.b.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Impôt sur le résultat	1 128 \$	1 302 \$	976 \$	2 430 \$	1 742 \$
Bénéfice avant impôt	5 518	6 433	4 926	11 951	9 274
Taux d'imposition effectif	20,4 %	20,2 %	19,8 %	20,3 %	18,8 %
Résultats ajustés (1), (2)					
Impôt sur le résultat ajusté	1 174 \$	1 344 \$	1 037 \$	2 518 \$	1 950 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	5 702	6 598	5 235	12 300	10 214
Taux d'imposition effectif ajusté	20,6 %	20,4 %	19,8 %	20,5 %	19,1 %

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

La charge d'impôt a augmenté de 152 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 137 millions de dollars, ou 13 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 60 p.b. pour s'établir à 20,4 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice et de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence nette des ajustements fiscaux. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 80 p.b. pour s'établir à 20,6 %. Pour plus de détails sur les dispositions législatives sur le deuxième pilier, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

La charge d'impôt a diminué de 174 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du repli du bénéfice avant impôt et de l'incidence nette des ajustements fiscaux. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée a baissé de 170 millions de dollars, ou 13 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 20 p.b. pour s'établir à 20,4 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, atténuée par l'incidence nette des ajustements fiscaux. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 20 p.b. pour s'établir à 20,6 %.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 688 millions de dollars, ou 39 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 568 millions de dollars, ou 29 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 150 p.b. pour s'établir à 20,3 %, du fait principalement de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier indiquées plus haut. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 140 p.b. pour s'établir à 20,5 %.

La charge d'impôt ajustée et le taux d'imposition effectif ajusté sont des mesures ou des ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation de manière à nous conformer davantage à nos objectifs internes, ce qui a eu pour effet de réduire les fonds propres non attribués conservés dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres demeure inchangée et est encore établie en fonction du capital économique pleinement diversifié.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres est fondée sur le capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024
	le 30 avril 2025							Total (3)	Total
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 573 \$	578 \$	906 \$	209 \$	1 169 \$	(161)\$	4 274 \$	5 011 \$	3 881 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	27 950	19 700	25 500	2 050	38 450	9 650	123 300	118 550	108 650
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,1 %	12,1 %	14,6 %	42,0 %	12,5 %	n.s.	14,2 %	16,8 %	14,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2024
	le 30 avril 2025							Total
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 221 \$	1 336 \$	1 861 \$	479 \$	2 566 \$	(178)\$	9 285 \$	7 403 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	27 800	19 500	25 250	2 100	37 850	8 400	120 900	107 850
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,4 %	13,8 %	14,9 %	46,1 %	13,7 %	n.s.	15,5 %	13,8 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté le taux d'attribution des fonds propres. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et les ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. Les éléments spécifiés décrits ci-après peuvent entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats de toutes les périodes présentées ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada.

Nos résultats du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada.

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider les lecteurs à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025	31 janvier 2025	30 avril 2024	30 avril 2025	30 avril 2024
Total des revenus	15 672 \$	16 739 \$	14 154 \$	32 411 \$	27 639 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 424	1 050	920	2 474	1 733
Frais autres que d'intérêt	8 730	9 256	8 308	17 986	16 632
Bénéfice avant impôt	5 518	6 433	4 926	11 951	9 274
Impôt sur le résultat	1 128	1 302	976	2 430	1 742
Bénéfice net	4 390 \$	5 131 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 274 \$	5 011 \$	3 881 \$	9 285 \$	7 403 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 411 362	1 413 937	1 412 651	1 412 671	1 409 452
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,03 \$	3,54 \$	2,75 \$	6,57 \$	5,25 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 413 517	1 416 502	1 414 166	1 415 037	1 410 842
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,02 \$	3,54 \$	2,74 \$	6,56 \$	5,25 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,2 %	16,8 %	14,5 %	15,5 %	13,8 %
Taux d'imposition effectif	20,4 %	20,2 %	19,8 %	20,3 %	18,8 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	184 \$	165 \$	309 \$	349 \$	940 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada ^{(1), (2)}	31	12	358	43	623
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada ⁽¹⁾	–	–	(155)	–	131
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition ⁽³⁾	153	153	106	306	186
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	46 \$	42 \$	61 \$	88 \$	208 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada ⁽¹⁾	7	6	76	13	123
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada ⁽¹⁾	–	–	(43)	–	36
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition ⁽³⁾	39	36	28	75	49
Résultats ajustés					
Bénéfice avant impôt ajusté	5 702 \$	6 598 \$	5 235 \$	12 300 \$	10 214 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 174	1 344	1 037	2 518	1 950
Bénéfice net ajusté	4 528	5 254	4 198	9 782	8 264
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté ⁽⁴⁾	4 412	5 134	4 129	9 546	8 135
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 411 362	1 413 937	1 412 651	1 412 671	1 409 452
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars)	3,13 \$	3,63 \$	2,92 \$	6,76 \$	5,77 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 413 517	1 416 502	1 414 166	1 415 037	1 410 842
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars)	3,12 \$	3,62 \$	2,92 \$	6,75 \$	5,77 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	14,7 %	17,2 %	15,5 %	15,9 %	15,2 %
Taux d'imposition effectif ajusté	20,6 %	20,4 %	19,8 %	20,5 %	19,1 %

Ratio d'efficacité ajusté

Total des revenus	15 672 \$	16 739 \$	14 154 \$	32 411 \$	27 639 \$
Plus élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (avant impôt) ⁽¹⁾	–	–	(155)	–	131
Total des revenus ajusté ⁽⁴⁾	15 672 \$	16 739 \$	13 999 \$	32 411 \$	27 770 \$
Frais autres que d'intérêt	8 730 \$	9 256 \$	8 308 \$	17 986 \$	16 632 \$
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) ⁽¹⁾	31	12	358	43	623
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) ⁽³⁾	153	153	106	306	186
Frais autres que d'intérêt ajustés ⁽⁴⁾	8 546 \$	9 091 \$	7 844 \$	17 637 \$	15 823 \$
Ratio d'efficacité	55,7 %	55,3 %	58,7 %	55,5 %	60,2 %
Ratio d'efficacité ajusté	54,5 %	54,3 %	56,0 %	54,4 %	57,0 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Au 30 avril 2025, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 1,4 milliard de dollars.

(3) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(4) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025 (1)	31 janvier 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)	30 avril 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)
Revenu net d'intérêt	3 519 \$	3 505 \$	2 985 \$	7 024 \$	5 839 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 286	1 306	1 178	2 592	2 355
Total des revenus	4 805	4 811	4 163	9 616	8 194
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	246	63	104	309	238
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	408	425	360	833	690
Dotation à la provision pour pertes de crédit	654	488	464	1 142	928
Frais autres que d'intérêt	1 952	2 015	1 787	3 967	3 511
Bénéfice avant impôt	2 199	2 308	1 912	4 507	3 755
Bénéfice net	1 602 \$	1 678 \$	1 403 \$	3 280 \$	2 756 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 483 \$	4 499 \$	3 877 \$	8 982 \$	7 630 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	322	312	286	634	564
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,1 %	23,7 %	25,5 %	23,4 %	26,0 %
Marge nette d'intérêt	2,66 %	2,58 %	2,43 %	2,62 %	2,38 %
Ratio d'efficience	40,6 %	41,9 %	42,9 %	41,3 %	42,8 %
Levier d'exploitation (3)	6,2 %	2,5 %	4,6 %	4,4 %	2,2 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	541 800 \$	539 900 \$	499 500 \$	540 900 \$	492 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	531 500	530 100	489 900	530 800	483 200
Moyenne des dépôts	440 400	437 200	390 800	438 700	380 300
Biens administrés (4)	257 500	266 400	238 600	257 500	238 600
Moyenne des biens administrés	260 700	261 600	229 600	261 200	222 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,32 %	0,32 %	0,30 %	0,32 %	0,29 %
Autres informations – Services bancaires aux particuliers – Canada					
Bénéfice net	1 503 \$	1 583 \$	1 311 \$	3 086 \$	2 570 \$
Marge nette d'intérêt	2,59 %	2,50 %	2,34 %	2,55 %	2,30 %
Ratio d'efficience	39,3 %	40,5 %	41,3 %	39,9 %	41,3 %
Levier d'exploitation	5,6 %	2,3 %	4,9 %	3,9 %	2,1 %

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement de 15 milliards de dollars et 6 milliards au 30 avril 2025 (15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2025; 16 milliards et 6 milliards au 30 avril 2024).

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 199 millions de dollars, ou 14 %, sur un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 93 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 106 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 6 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs.

Le total des revenus s'est accru de 642 millions de dollars, ou 15 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 606 millions de dollars, ou 16 %, dont une tranche de 151 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse, soit 455 millions de dollars, ou 12 %, découle principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 7 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts. La hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement, l'augmentation des revenus sur cartes et l'accroissement des frais bancaires, reflétant l'intensification des activités des clients, a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 36 millions de dollars, ou 13 %, ce qui rend principalement compte de l'incidence du change et de l'accroissement du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et de dépôts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 23 p.b., en raison surtout des changements favorables dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux élevés. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pressions concurrentielles sur les prix pour les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 190 millions de dollars, ou 41 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles canadiens attribuable aux changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, ce qui a été partiellement contrebalancé par une baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 165 millions de dollars, ou 9 %, dont une tranche de 66 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 99 millions de dollars, ou 6 %, est principalement attribuable à l'accroissement des coûts liés au personnel, notamment l'incidence des modifications ciblées de nos régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est replié de 76 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ce qui reflète l'accroissement des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles canadiens attribuable aux changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et la pondération de nos scénarios, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des frais autres que d'intérêt, du fait principalement de la diminution des coûts liés au personnel. Pour le revenu net d'intérêt, l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont plus que compensé le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins.

La marge nette d'intérêt s'est améliorée de 8 p.b. en raison surtout d'un changement favorable dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 524 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 184 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 340 millions de dollars, ou 12 %, du fait surtout de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 6 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. La montée des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt et la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 1 422 millions de dollars, ou 17 %, dont une tranche de 412 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse, soit 1 010 millions de dollars, ou 12 %, est attribuable essentiellement à l'accroissement du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 8 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. La hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement et l'accroissement des frais bancaires, reflétant l'intensification des activités des clients, ont également favorisé l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 214 millions de dollars, ou 23 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts personnels et de prêts sur cartes de crédit, qui s'est traduite par une augmentation de 3 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. L'accroissement des dotations liées aux prêts productifs a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 456 millions de dollars, ou 13 %, dont une tranche de 196 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 260 millions de dollars, ou 8 %, est attribuable essentiellement à l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ.

Services bancaires aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025 (1)	31 janvier 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)	30 avril 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)
Revenu net d'intérêt	1 734 \$	1 796 \$	1 329 \$	3 530 \$	2 611 \$
Revenus autres que d'intérêt	328	331	327	659	658
Total des revenus	2 062	2 127	1 656	4 189	3 269
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	253	31	141	284	157
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	286	308	149	594	303
Dotation à la provision pour pertes de crédit	539	339	290	878	460
Frais autres que d'intérêt	698	710	566	1 408	1 108
Bénéfice avant impôt	825	1 078	800	1 903	1 701
Bénéfice net	597 \$	777 \$	577 \$	1 374 \$	1 227 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,1 %	15,5 %	17,5 %	13,8 %	20,1 %
Marge nette d'intérêt	3,82 %	3,89 %	4,04 %	3,86 %	4,18 %
Ratio d'efficience	33,9 %	33,4 %	34,2 %	33,6 %	33,9 %
Levier d'exploitation	1,2 %	0,9 %	8,8 %	1,0 %	4,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	186 000 \$	183 300 \$	133 800 \$	184 600 \$	125 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	186 000	183 200	152 000	184 600	143 900
Moyenne des dépôts	310 700	304 900	269 300	307 800	262 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,63 %	0,67 %	0,40 %	0,65 %	0,42 %

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 20 millions de dollars, ou 3 %, sur un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 142 millions de dollars, ce qui comprend l'incidence de 100 millions (après impôt) de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada au cours de l'exercice précédent. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a diminué de 122 millions de dollars, ou 19 %, la croissance du total des revenus ayant été plus que neutralisée par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, principalement liée aux prêts productifs, et par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 406 millions de dollars, ou 25 %, dont une tranche de 220 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse de 186 millions de dollars, ou 12 %, était principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 10 % pour les dépôts et de 9 % pour les prêts et acceptations. La hausse du revenu net d'intérêt comprend également l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, qui a été largement contrebalancée dans les commissions de crédit incluses dans les revenus autres que d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 249 millions de dollars, ou 86 %. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs s'est chiffrée à 253 millions de dollars au trimestre à l'étude, en raison principalement des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques, dans la qualité du crédit et dans la pondération de nos scénarios, comparativement à 141 millions il y a un an, ce qui est attribuable à la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada de 139 millions. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés a augmenté de 137 millions de dollars, principalement dans certains secteurs d'activité, dont ceux de l'immobilier et autres, et de la consommation discrétionnaire, ce qui s'est traduit par une hausse de 23 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 132 millions de dollars, ou 23 %, dont une tranche de 56 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 76 millions de dollars, ou 14 %, est principalement attribuable à la hausse des coûts liés au personnel, y compris la rémunération variable, l'incidence des modifications ciblées de nos régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué de 180 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs attribuable aux changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques, dans la pondération de nos scénarios et dans la qualité du crédit. La baisse du revenu net d'intérêt, découlant surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins, a également contribué à la diminution.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 147 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 215 millions de dollars, qui inclut l'incidence de 100 millions (après impôt) de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada au cours de l'exercice précédent. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a diminué de 68 millions de dollars, ou 5 %, la croissance du total des revenus ayant été plus que neutralisée par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, principalement liée aux prêts productifs, et par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus s'est accru de 920 millions de dollars, ou 28 %, dont une tranche de 578 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse, soit 342 millions de dollars, ou 11 %, est principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 9 % pour les prêts et acceptations, et de 9 % pour les dépôts. L'accroissement du revenu net d'intérêt comprend également l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, qui a été largement contrebalancée dans les commissions de crédit incluses dans les revenus autres que d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 418 millions de dollars, ou 91 %. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs s'est chiffrée à 284 millions de dollars à la période à l'étude, en raison principalement des changements défavorables dans la qualité du crédit, dans nos perspectives macroéconomiques et dans la pondération de nos scénarios, comparativement à 157 millions il y a un an, ce qui est attribuable à la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada de 139 millions. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés a augmenté de 291 millions de dollars, principalement dans certains secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une augmentation de 23 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 300 millions de dollars, ou 27 %, dont une tranche de 162 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de la hausse, soit 138 millions de dollars, ou 13 %, est principalement attribuable à la hausse des coûts liés au personnel.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025 (1)	31 janvier 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)	30 avril 2025 (1)	30 avril 2024 (1), (2)
Revenu net d'intérêt	1 301 \$	1 394 \$	1 222 \$	2 695 \$	2 452 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 096	4 174	3 567	8 270	7 024
Total des revenus	5 397	5 568	4 789	10 965	9 476
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	35	36	(19)	71	(46)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	51	45	46	96	84
Dotation à la provision pour pertes de crédit	86	81	27	167	38
Frais autres que d'intérêt	4 098	4 204	3 728	8 302	7 569
Bénéfice avant impôt	1 213	1 283	1 034	2 496	1 869
Bénéfice net	929 \$	980 \$	840 \$	1 909 \$	1 504 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	1 685 \$	1 693 \$	1 393 \$	3 378 \$	2 720 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank [City National])	2 450	2 466	2 211	4 916	4 369
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 725	1 722	1 622	3 447	3 231
Gestion mondiale d'actifs	740	867	705	1 607	1 430
Gestion de patrimoine – International	329	344	300	673	617
Services aux investisseurs	193	198	180	391	340
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,6 %	15,2 %	14,7 %	14,9 %	13,1 %
Marge nette d'intérêt	3,28 %	3,34 %	3,25 %	3,31 %	3,25 %
Marge avant impôt (3)	22,5 %	23,0 %	21,6 %	22,8 %	19,7 %
Nombre de conseillers (4)	6 191	6 180	6 128	6 191	6 128
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	162 800 \$	165 700 \$	152 700 \$	164 200 \$	151 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	123 400	122 100	114 000	122 700	113 700
Moyenne des dépôts	170 200	183 700	161 400	177 100	160 700
Biens administrés (5)	4 737 300	4 856 800	4 284 300	4 737 300	4 284 300
Biens sous gestion (5)	1 354 800	1 419 200	1 214 100	1 354 800	1 214 100
Moyenne des biens administrés	4 862 100	4 778 100	4 312 400	4 819 400	4 257 700
Moyenne des biens sous gestion	1 391 700	1 361 700	1 200 000	1 376 400	1 160 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,16 %	0,15 %	0,16 %	0,16 %	0,15 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2025 par rapport au T2 2024	T2 2025 par rapport au T1 2025	T2 2025 par rapport au T2 2024
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	140 \$	(9)\$	340 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	3	(1)	9
Frais autres que d'intérêt	115	(4)	273
Bénéfice net	17	(3)	46
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	1 %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(2)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(5)%	(3)%	(4)%

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 89 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable.

Le total des revenus a grimpé de 608 millions de dollars, ou 13 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 292 millions de dollars, ou 21 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'accroissement du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts et l'élargissement des écarts, et l'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients ont également contribué à la hausse précitée.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 239 millions de dollars, ou 11 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 103 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont grimpé de 35 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 29 millions de dollars, ou 10 %, principalement en raison de l'incidence du change.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs se sont accrus de 13 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et de la croissance moyenne des volumes pour les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 59 millions de dollars, en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), découlant essentiellement de changements défavorables dans la pondération de nos scénarios, qui contrastent avec les contrepassations de dotations au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 370 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'incidence du change et de l'augmentation des frais liés au personnel.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué de 51 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des revenus liés aux services tarifés découlant du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins et de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à des conditions de marché défavorables, facteurs partiellement compensés par les ventes nettes. Le repli saisonnier des honoraires liés au rendement et les variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage ont aussi favorisé la baisse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération variable proportionnelle aux résultats moindres.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 405 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. Le bénéfice net de la période correspondante de l'exercice précédent comprenait également le coût de la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC).

Le total des revenus a augmenté de 1 489 millions de dollars, ou 16 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients ont également favorisé la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 129 millions de dollars en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison essentiellement des changements défavorables dans la pondération de nos scénarios et la qualité du crédit, qui contrastent avec les contrepassations de dotations au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 733 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'incidence du change et de l'augmentation des frais liés au personnel. La charge de la période correspondante de l'exercice précédent comprenait également le coût de la cotisation spéciale de la FDIC.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025	31 janvier 2025	30 avril 2024	30 avril 2025	30 avril 2024
Revenus autres que d'intérêt					
Résultat des activités d'assurance	224 \$	286 \$	203 \$	510 \$	390 \$
Résultat des placements d'assurance	78	82	59	160	200
Autres revenus	36	38	36	74	71
Total des revenus	338	406	298	744	661
Dotation à la provision pour pertes de crédit	—	—	—	—	1
Frais autres que d'intérêt	80	87	69	167	140
Bénéfice avant impôt	258	319	229	577	520
Bénéfice net	211 \$	272 \$	177 \$	483 \$	397 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	42,0 %	49,9 %	34,7 %	46,1 %	37,9 %
Primes et dépôts (1)	1 276 \$	2 317 \$	1 610 \$	3 593 \$	2 956 \$
Marge sur services contractuels (2)	1 950	2 008	1 980	1 950	1 980

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

(2) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs sur contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 34 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance reflétant l'amélioration de la sinistralité, principalement dans nos produits à court terme. La hausse du résultat des placements d'assurance, principalement attribuable à la diminution des coûts de financement et à l'augmentation de la sinistralité favorable liée aux placements, a également favorisé l'accroissement.

Le total des revenus a augmenté de 40 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 11 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement d'une hausse des coûts liés au personnel, reflétant principalement l'incidence des indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué de 61 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la baisse du résultat des activités d'assurance, car le bénéfice du trimestre précédent comprenait une incidence favorable des reprises de contrats de réassurance.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a bondi de 86 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance découlant de l'amélioration de la sinistralité pour la majorité de nos produits et de l'incidence des reprises de contrats de réassurance. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la diminution du résultat des placements d'assurance, principalement attribuable à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements à la période correspondante de l'exercice précédent, à la transition à IFRS 17.

Le total des revenus a augmenté de 83 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance, partiellement contrebalancée par la baisse du résultat des placements d'assurance, comme indiqué ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 27 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement d'une hausse des coûts liés au personnel, reflétant principalement l'incidence des indemnités de départ.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2025 (1)	31 janvier 2025 (1)	30 avril 2024 (1)	30 avril 2025 (1)	30 avril 2024 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	1 275 \$	918 \$	764 \$	2 193 \$	1 425 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	2 026	2 838	2 390	4 864	4 680
Total des revenus (2)	3 301	3 756	3 154	7 057	6 105
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	40	(63)	22	(23)	28
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	106	205	115	311	276
Dotation à la provision pour pertes de crédit	146	142	137	288	304
Frais autres que d'intérêt	1 885	2 041	1 722	3 926	3 364
Bénéfice avant impôt	1 270	1 573	1 295	2 843	2 437
Bénéfice net	1 202 \$	1 432 \$	1 262 \$	2 634 \$	2 416 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement (3), (4)	1 589 \$	1 715 \$	1 708 \$	3 304 \$	3 088 \$
Marchés mondiaux (3)	1 769	2 079	1 434	3 848	3 116
Autres (4)	(57)	(38)	12	(95)	(99)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,5 %	14,9 %	16,3 %	13,7 %	15,4 %
Moyenne du total de l'actif	1 295 000 \$	1 326 700 \$	1 154 300 \$	1 311 100 \$	1 174 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	199 800	211 600	179 200	205 800	191 800
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	160 900	159 700	149 900	160 300	145 900
Moyenne des dépôts	374 100	360 300	294 100	367 100	293 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,51 %	0,31 %	0,39 %	0,38 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2025 par rapport au T2 2024	T2 2025 par rapport au T1 2025	T2 2025 par rapport au T2 2024
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	146 \$	(4)\$	372 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	7	1	14
Frais autres que d'intérêt	63	—	151
Bénéfice net	67	(5)	180
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	1 %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(7)%	(2)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(5)%	(3)%	(4)%

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2025 s'est élevée à 9 millions de dollars (26 millions au 31 janvier 2025; (4) millions au 30 avril 2024) et pour le semestre clos le 30 avril 2025, à 35 millions (50 millions au 30 avril 2024). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.
- (3) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2024, nous avons transféré la majorité de nos activités d'origination de titres de créance du secteur Marchés mondiaux au secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Les montants correspondants pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2024 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

Le bénéfice net a diminué de 60 millions de dollars, ou 5 %, sur un an, la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et l'incidence du change ayant été plus que neutralisées par la baisse des revenus des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Autres, par la hausse des frais autres que d'intérêt ainsi que par l'augmentation de l'impôt, y compris l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier, et par les changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 147 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont fléchi de 119 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du ralentissement des activités de fusion et acquisition dans toutes les régions, partiellement contrebalancé par l'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés de prêts, principalement en Europe.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 335 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et des activités de négociation du change dans toutes les régions, ainsi que de l'incidence du change.

Les autres revenus ont diminué de 69 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux, ainsi que de l'incidence des variations de la juste valeur de nos portefeuilles existants aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 9 millions de dollars, ou 7 %, rendant surtout compte de la hausse des dotations liées aux prêts productifs, y compris des changements défavorables dans la pondération de nos scénarios. Cette augmentation a été partiellement annulée par la baisse des dotations liées aux prêts douteux, entraînant une diminution de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 163 millions de dollars, ou 9 %, et ce, principalement en raison de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est replié de 230 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et de la diminution des activités de fusion et acquisition surtout aux États-Unis. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération découlant de résultats inférieurs. La dotation à la provision pour pertes de crédit au trimestre précédent reflétait l'incidence d'un compte dans le secteur d'activité des autres services qui a été transféré des prêts productifs vers les prêts douteux, et a donné lieu à la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs et de dotations liées aux prêts douteux constituées.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 218 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et l'augmentation de l'impôt, y compris l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier et des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus s'est accru de 952 millions de dollars, ou 16 %, sous l'effet essentiellement de l'incidence du change ainsi que de la hausse des titres de participation et des activités de négociation du change dans toutes les régions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le ralentissement des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 16 millions de dollars, ou 5 %. La période à l'étude reflète des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs, alors que des dotations liées aux prêts productifs avaient été constituées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'un compte dans le secteur d'activité des autres services qui a été transféré des prêts productifs aux prêts douteux au cours de la période considérée. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par des changements défavorables dans la pondération de nos scénarios. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux est attribuable aux augmentations dans certains secteurs d'activité, notamment dans le secteur des autres services, contrebalancées en partie par des diminutions dans certains secteurs d'activité, dont le secteur de l'immobilier et autres, entraînant une hausse de 1 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 562 millions de dollars, ou 17 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs, de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 31 janvier 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	227 \$	335 \$	323 \$	562 \$	628 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(458)	(264)	(229)	(722)	(694)
Total des revenus (1), (2)	(231)	71	94	(160)	(66)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	2	(1)	2
Frais autres que d'intérêt (2)	17	199	436	216	940
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(247)	(128)	(344)	(375)	(1 008)
Charge (économie) d'impôt (1)	(96)	(120)	(35)	(216)	(240)
Bénéfice net (perte nette)	(151)\$	(8)\$	(309)\$	(159)\$	(768)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 30 avril 2025, les revenus ont inclus des pertes de 140 millions de dollars (profits de 112 millions et de 64 millions, respectivement, au 31 janvier 2025 et au 30 avril 2024) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (112) millions (108 millions et 60 millions, respectivement, au 31 janvier 2025 et au 30 avril 2024), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour le semestre clos le 30 avril 2025, les revenus ont inclus des pertes de 28 millions de dollars (profits de 286 millions au 30 avril 2024) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (4) millions (266 millions au 30 avril 2024), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes reçus le 31 décembre 2023 ou avant cette date, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Pour plus de détails sur l'élimination de la disponibilité de la déduction pour dividendes de sociétés canadiennes imposables après le 31 décembre 2023, se reporter à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2025 s'est établi à 9 millions de dollars, comparativement à 26 millions au trimestre précédent et à (4) millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2025

La perte nette s'est chiffrée à 151 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

Premier trimestre de 2025

La perte nette s'est établie à 8 millions de dollars.

Deuxième trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 309 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 282 millions, partiellement contrebalancée par l'incidence après impôt de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada de 112 millions, deux facteurs qui sont traités comme des éléments spécifiés. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

La perte nette s'est établie à 159 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

La perte nette s'est chiffrée à 768 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 500 millions et de l'incidence après impôt de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada de 95 millions, deux facteurs qui sont traités comme des éléments spécifiés. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

	2025		2024			2023		
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T2 (2)	T1 (2)	T4 (2)	T3 (2)	T2 (2)	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers	4 805 \$	4 811 \$	4 658 \$	4 490 \$	4 163 \$	4 031 \$	4 009 \$	3 898 \$
Services bancaires aux entreprises	2 062	2 127	2 077	2 036	1 656	1 613	1 565	1 511
Gestion de patrimoine	5 397	5 568	5 186	4 964	4 789	4 687	4 332	4 556
Assurances	338	406	278	285	298	363	248	336
Marchés des Capitaux ⁽³⁾	3 301	3 756	2 903	3 004	3 154	2 951	2 564	2 679
Services de soutien généraux ⁽³⁾	(231)	71	(28)	(148)	94	(160)	(33)	(3)
Total des revenus	15 672	16 739	15 074	14 631	14 154	13 485	12 685	12 977
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 424	1 050	840	659	920	813	720	616
Frais autres que d'intérêt	8 730	9 256	9 019	8 599	8 308	8 324	8 059	7 765
Bénéfice avant impôt	5 518	6 433	5 215	5 373	4 926	4 348	3 906	4 596
Impôt sur le résultat	1 128	1 302	993	887	976	766	(33)	736
Bénéfice net	4 390 \$	5 131 \$	4 222 \$	4 486 \$	3 950 \$	3 582 \$	3 939 \$	3 860 \$
Bénéfice par action – de base	3,03 \$	3,54 \$	2,92 \$	3,09 \$	2,75 \$	2,50 \$	2,77 \$	2,73 \$
– dilué	3,02	3,54	2,91	3,09	2,74	2,50	2,76	2,73
Taux d'imposition effectif	20,4 %	20,2 %	19,0 %	16,5 %	19,8 %	17,6 %	(0,8)%	16,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,704 \$	0,699 \$	0,733 \$	0,730 \$	0,734 \$	0,745 \$	0,732 \$	0,750 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les taux d'intérêt élevés et récemment par les changements favorables dans la composition des produits. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché. Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Les résultats du quatrième trimestre de 2023 rendaient compte des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.

Les revenus du secteur Assurances rendent compte des fluctuations des conditions de marché et de l'expérience en matière d'assurance. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance. Au premier trimestre de 2025, les revenus d'assurance reflètent également l'incidence des reprises de contrats de réassurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Les honoraires tirés des services bancaires mondiaux ont connu une baisse en 2023, mais l'activité s'est intensifiée pendant la majeure partie de 2024. Toutefois, en 2025, la croissance des honoraires a commencé à ralentir sur fond d'incertitude macroéconomique et de volatilité des marchés. À l'opposé, les activités de vente et de négociation se sont améliorées en 2023 et ont poursuivi sur leur lancée en 2024. En 2025, les volumes de clients des activités de vente et de négociation des clients sont restés à un niveau élevé du fait de l'incertitude macroéconomique.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques, lesquelles influent sur nos prévisions et la pondération de nos scénarios, et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables concernant la qualité du crédit. Nos prévisions macroéconomiques se sont dans l'ensemble améliorées tout au long de la période, jusqu'au deuxième trimestre de 2025, moment où des changements défavorables sont survenus en raison de l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le deuxième trimestre de 2024 comprenait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Depuis l'exercice 2023, les frais comprennent également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Les frais autres que d'intérêt de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Le quatrième trimestre de 2023 reflétait la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées par City National associées à la vente intragroupe de certains titres de créance. Depuis le premier trimestre de 2025, notre taux d'imposition effectif rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	48 621 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	65 970	66 020
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable ⁽¹⁾	492 497	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	301 927	350 803
Prêts		
Prêts de détail	635 280	626 978
Prêts de gros	379 151	360 439
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 125)	(6 037)
Autres – Dérivés	188 211	150 612
– Autres	137 601	126 126
Total de l'actif	2 242 133 \$	2 171 582 \$
Passif		
Dépôts	1 446 786 \$	1 409 531 \$
Autres – Dérivés	194 344	163 763
– Autres	454 728	457 550
Débitures subordonnées	13 745	13 546
Total du passif	2 109 603	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	132 447	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	83	103
Total des capitaux propres	132 530	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 242 133 \$	2 171 582 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total de l'actif a augmenté de 71 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2024. L'incidence du change a fait diminuer le total de l'actif de 66 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont reculé de 8 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 53 milliards de dollars, ou 12 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui reflète des activités de gestion des liquidités et des occasions favorables sur le marché.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 49 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement du ralentissement des activités de financement des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 26 milliards de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont progressé de 38 milliards de dollars, ou 25 %, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change, atténuée par l'incidence du change.

Les autres actifs se sont accrus de 11 milliards de dollars, ou 9 %, ce qui rend surtout compte de la hausse des garanties en espèces et des créances sur activités de négociation de marchandises reflétant les conditions du marché et les activités des clients.

Le total du passif a augmenté de 65 milliards de dollars, ou 3 %. L'incidence du change a fait reculer le total du passif de 66 milliards de dollars.

Les dépôts se sont accrus de 37 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des dépôts à vue découlant des activités des clients.

Les passifs dérivés ont augmenté de 31 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change, facteur en partie contrebalancé par l'incidence du change.

Les autres passifs ont diminué de 3 milliards de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de la diminution des engagements liés aux conventions de rachat, reflétant la baisse des activités de financement des clients, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des titres vendus à découvert et des garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, et à l'émission d'un billet de capital à recours limité.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

Nos principales transactions hors bilan comprennent celles décrites aux pages 70 à 72 de notre rapport annuel 2024.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) ⁽¹⁾

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

	Au 30 avril 2025					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 741 \$	42 %	12 150 \$	58 %	20 891 \$	1 692 \$
Québec	11 416	25	34 419	75	45 835	3 398
Ontario	31 169	14	193 584	86	224 753	18 292
Alberta	18 302	42	25 312	58	43 614	4 473
Saskatchewan et Manitoba	8 302	40	12 423	60	20 725	1 707
Colombie-Britannique et territoires	12 190	14	76 890	86	89 080	8 271
Total – Canada (5)	90 120	20	354 778	80	444 898	37 833
États-Unis	–	–	33 658	100	33 658	2 203
Autres pays	–	–	3 278	100	3 278	1 451
Total – Autres pays	–	–	36 936	100	36 936	3 654
Total	90 120 \$	19 %	391 714 \$	81 %	481 834 \$	41 487 \$

	Au 31 janvier 2025					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 713 \$	42 %	11 921 \$	58 %	20 634 \$	1 683 \$
Québec	11 639	25	35 405	75	47 044	3 332
Ontario	31 709	14	191 308	86	223 017	17 998
Alberta	18 584	43	24 818	57	43 402	4 410
Saskatchewan et Manitoba	8 437	41	12 313	59	20 750	1 674
Colombie-Britannique et territoires	12 432	14	75 981	86	88 413	8 081
Total – Canada (5)	91 514	21	351 746	79	443 260	37 178
États-Unis	–	–	35 235	100	35 235	2 320
Autres pays	–	–	3 427	100	3 427	1 411
Total – Autres pays	–	–	38 662	100	38 662	3 731
Total	91 514 \$	19 %	390 408 \$	81 %	481 922 \$	40 909 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 41 470 millions de dollars et 17 millions, respectivement (40 892 millions et 17 millions, respectivement, au 31 janvier 2025), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 445 milliards de dollars (443 milliards au 31 janvier 2025) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 janvier 2025) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 janvier 2025) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 17 milliards (18 milliards au 31 janvier 2025) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont un montant de 17 milliards (18 milliards au 31 janvier 2025) est détenu à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 janvier 2025).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	30 avril 2025			31 janvier 2025		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	76 %	34 %	73 %	68 %	33 %	66 %
De 25 à 30 ans	24	66	27	32	67	34
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2025		le 31 janvier 2025		le 30 avril 2025	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	70 %	70 %	70 %	70 %	70 %	70 %
Québec	70	70	70	70	70	70
Ontario	70	65	70	64	70	65
Alberta	72	71	71	69	72	70
Saskatchewan et Manitoba	72	73	72	72	72	72
Colombie-Britannique et territoires	67	62	67	63	67	63
États-Unis	71	n.s.	71	n.s.	71	n.s.
Autres pays	69	n.s.	73	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	70 %	66 %	70 %	66 %	70 %	66 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens ⁽⁷⁾	58 %	48 %	57 %	48 %	58 %	48 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale[†].

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux									31 janvier 2025
	30 avril 2025									
	Type d'actif				Type de client				Total	
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total		
Europe (hors Royaume-Uni)	19 024 \$	27 797 \$	6 105 \$	3 801 \$	26 803 \$	12 968 \$	16 956 \$	56 727 \$	62 295 \$	
Royaume-Uni	14 625	29 126	5 596	1 612	18 834	20 659	11 466	50 959	43 455	
Antilles	6 434	10 622	2 762	1 313	9 089	4 650	7 392	21 131	23 095	
Asie-Pacifique	6 506	36 549	5 318	1 811	19 326	25 709	5 149	50 184	52 201	
Autres (4)	1 876	1 539	2 440	441	1 965	2 523	1 808	6 296	7 213	
Risque net des autres pays (5), (6)	48 465 \$	105 633 \$	22 221 \$	8 978 \$	76 017 \$	66 509 \$	42 771 \$	185 297 \$	188 259 \$	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 439 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (424 milliards au 31 janvier 2025) et 21 milliards à l'égard des dérivés (15 milliards au 31 janvier 2025).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 23 milliards de dollars (20 milliards au 31 janvier 2025), des dépôts de 35 milliards (37 milliards au 31 janvier 2025) et des titres de placement de 48 milliards (53 milliards au 31 janvier 2025).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 6 566 millions de dollars (7 387 millions au 31 janvier 2025) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 4 453 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (5 912 millions au 31 janvier 2025).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	30 avril 2025	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	1 848 \$	1 822 \$	1 652 \$
Services bancaires aux entreprises	3 414	2 742	2 372
Gestion de patrimoine	552	482	508
Marchés des Capitaux	3 125	2 830	1 335
Total du montant brut des prêts douteux	8 939 \$	7 876 \$	5 867 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	7 876 \$	5 867 \$	5 685 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	2 745	3 044	1 343
Remboursements nets (1)	(339)	(293)	(354)
Montants sortis du bilan	(786)	(581)	(721)
Autres (2)	(557)	(161)	(86)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	8 939 \$	7 876 \$	5 867 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,88 %	0,78 %	0,59 %
Services bancaires aux particuliers	0,34 %	0,34 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,30 %	0,29 %	0,26 %
Services bancaires aux entreprises	1,80 %	1,47 %	1,29 %
Gestion de patrimoine	0,45 %	0,38 %	0,42 %
Marchés des Capitaux	1,93 %	1,74 %	0,88 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers – Canada et Services bancaires aux entreprises sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 1 063 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 88 p.b. a augmenté de 10 p.b., en raison principalement de la hausse des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers a augmenté de 26 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien, en partie contrebalancée par la baisse des prêts douteux du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises a augmenté de 672 millions de dollars, ou 25 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 70 millions de dollars, ou 15 %, surtout du fait de la hausse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont ceux des télécommunications et médias, et de l'automobile, facteur partiellement contrebalancé par la baisse des prêts douteux dans le secteur des services publics.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 295 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la hausse des prêts douteux dans le secteur de l'immobilier et autres.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2025	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	3 628 \$	3 385 \$	3 273 \$
Services bancaires aux entreprises	2 228	1 882	1 626
Gestion de patrimoine	577	521	466
Marchés des Capitaux	1 047	1 144	986
Services de soutien généraux et autres	1	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	7 481	6 933	6 352
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽¹⁾	19	12	12
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	7 500 \$	6 945 \$	6 364 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	3 414 \$	3 121 \$	3 011 \$
Prêts de gros	2 050	1 827	1 825
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 464 \$	4 948 \$	4 836 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	2 017	1 985	1 516

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 555 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a progressé de 516 millions de dollars, ou 10 %, essentiellement du fait des changements défavorables concernant nos perspectives macroéconomiques et dans la pondération de nos scénarios, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 32 millions de dollars, ou 2 %, essentiellement du fait de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine, facteur contrebalancé en partie par la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit dans le secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2024. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2024.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2025				31 janvier 2025		30 avril 2024	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	25 \$	15 \$	30 \$	11 \$	13 \$	15 \$	12 \$	10 \$
Change	3	3	7	2	6	4	3	4
Marchandises	5	7	8	5	7	7	7	5
Taux d'intérêt (1)	22	19	26	17	22	23	36	26
Risque de crédit spécifique (2)	8	7	8	7	8	8	7	7
Effet de diversification (3)	(29)	(27)	n.s.	n.s.	(33)	(32)	(33)	(24)
VAR des activités de négociation	34 \$	24 \$	34 \$	19 \$	23 \$	25 \$	32 \$	28 \$
VAR totale	51 \$	33 \$	51 \$	22 \$	26 \$	32 \$	45 \$	86 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2025				30 avril 2024	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	25 \$	15 \$	30 \$	11 \$	12 \$	9 \$
Change	3	4	7	2	3	4
Marchandises	5	7	11	5	7	5
Taux d'intérêt (1)	22	21	28	17	36	30
Risque de crédit spécifique (2)	8	8	9	7	7	7
Effet de diversification (3)	(29)	(31)	n.s.	n.s.	(33)	(26)
VAR des activités de négociation	34 \$	24 \$	35 \$	19 \$	32 \$	29 \$
VAR totale	51 \$	32 \$	51 \$	22 \$	45 \$	104 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.
n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 24 millions de dollars, en baisse de 4 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de titres de participation découlant de l'incidence de la volatilité accrue des marchés.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 33 millions de dollars, en baisse de 53 millions, ce qui rend essentiellement compte de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

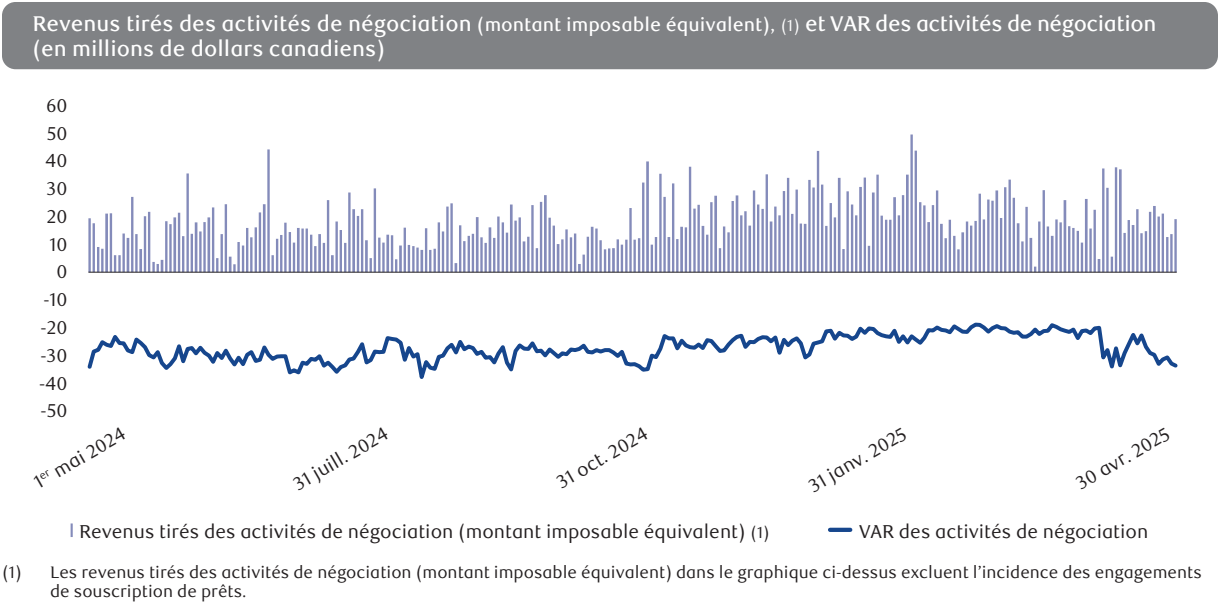
La moyenne de la VAR des activités de négociation et la moyenne de la VAR totale, qui se sont respectivement chiffrées à 24 millions de dollars et à 33 millions, sont demeurées relativement stables par rapport au trimestre précédent. La VAR des activités de négociation a augmenté vers la fin du trimestre, en raison de la volatilité accrue des marchés au début d'avril.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2024 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est chiffrée à 24 millions de dollars, en baisse de 5 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de titres de participation découlant de l'incidence de la volatilité accrue des marchés.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 32 millions de dollars, en baisse de 72 millions, en raison surtout de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 30 avril 2025 et le 31 janvier 2025.



Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs de contrat d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 30 avril 2025, nous détenons des passifs liés aux contrats d'assurance de 21 milliards de dollars, déduction faite des actifs liés aux contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (21 milliards au 31 janvier 2025).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2025						31 janvier 2025		30 avril 2024	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)						
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(2 157)\$	(279)\$	(2 436)\$	292 \$	95 \$	387 \$	(2 107)\$	503 \$	(2 149)\$	325 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 966	(75)	1 891	(400)	(121)	(521)	1 644	(589)	1 803	(458)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 30 avril 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 521 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 589 millions au trimestre précédent. Au 30 avril 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 436 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 2 107 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, les variations de la sensibilité du revenu net d'intérêt et de la valeur économique des capitaux propres reflètent une hausse des positions représentant un actif à taux fixe. Au cours du deuxième trimestre de 2025, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 30 avril 2025			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
(en millions de dollars canadiens)	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	48 621 \$	– \$	48 621 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	65 970	3	65 967	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	189 137	161 056	28 081	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	303 360	–	303 360	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	301 927	245 257	56 670	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	635 280	–	635 280	Taux d'intérêt
Prêts de gros	379 151	4 986	374 165	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 125)	–	(7 125)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	188 211	184 763	3 448	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	130 074	57 406	72 668	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 527			
Total de l'actif	2 242 133 \$	653 471 \$	1 581 135 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 446 786 \$	64 294 \$	1 382 492 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 823	46 569	254	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	281 326	250 836	30 490	Taux d'intérêt
Dérivés	194 344	191 041	3 303	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	103 030	48 746	54 284	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	13 745	–	13 745	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	23 549			
Total du passif	2 109 603 \$	601 486 \$	1 484 568 \$	
Total des capitaux propres	132 530			
Total du passif et des capitaux propres	2 242 133 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 31 janvier 2025				
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	71 200 \$	– \$	71 200 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	47 924	1	47 923	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	189 416	161 798	27 618	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	298 609	–	298 609	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	280 451	235 353	45 098	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	633 400	–	633 400	Taux d'intérêt
Prêts de gros	379 250	2 825	376 425	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(6 600)	–	(6 600)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	153 686	150 971	2 715	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	136 246	58 937	77 309	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 444			
Total de l'actif	2 191 026 \$	609 885 \$	1 573 697 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 441 940 \$	67 363 \$	1 374 577 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 460	45 238	222	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 592	243 755	30 837	Taux d'intérêt
Dérivés	161 590	156 653	4 937	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	96 886	41 346	55 540	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	13 670	–	13 670	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	23 625			
Total du passif	2 057 763 \$	554 355 \$	1 479 783 \$	
Total des capitaux propres	133 263			
Total du passif et des capitaux propres	2 191 026 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2024.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 30 avril 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 591 \$	– \$	114 591 \$	3 201 \$	111 390 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	388 341	347 516	735 857	415 596	320 261
Autres titres	155 750	131 500	287 250	176 402	110 848
Autres actifs liquides (2)	46 605	–	46 605	39 201	7 404
Total des actifs liquides	705 287 \$	479 016 \$	1 184 303 \$	634 400 \$	549 903 \$

	Au 31 janvier 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	119 124 \$	– \$	119 124 \$	3 393 \$	115 731 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	368 204	325 992	694 196	402 563	291 633
Autres titres	168 398	144 145	312 543	176 707	135 836
Autres actifs liquides (2)	45 184	–	45 184	37 317	7 867
Total des actifs liquides	700 910 \$	470 137 \$	1 171 047 \$	619 980 \$	551 067 \$

	Aux	
	30 avril 2025	31 janvier 2025
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	251 435 \$	266 821 \$
Succursales à l'étranger	91 270	57 146
Filiales	207 198	227 100
Total des actifs liquides non grevés	549 903 \$	551 067 \$

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total des actifs liquides non grevés est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la baisse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques ayant été en grande partie contrebalancée par une augmentation nette des titres au bilan qui reflète la croissance des dépôts et du financement.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2025, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 24 % du total de l'actif (25 % au 31 janvier 2025).

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 591 \$	– \$	114 591 \$	– \$	3 201 \$	111 390 \$	– \$
Titres (4)	502 202	537 701	1 039 903	619 082	31 324	385 806	3 691
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	55 735	–	55 735	26 769	–	28 966	–
Prêts hypothécaires	425 368	–	425 368	68 993	–	38 928	317 447
Autres prêts	526 203	–	526 203	6 282	–	25 885	494 036
Dérivés	188 211	–	188 211	–	–	–	188 211
Autres (5)	137 601	–	137 601	39 201	–	7 404	90 996
Total	1 949 911 \$	537 701 \$	2 487 612 \$	760 327 \$	34 525 \$	598 379 \$	1 094 381 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
Trésorerie et dépôts auprès de banques	119 124 \$	– \$	119 124 \$	– \$	3 393 \$	115 731 \$	– \$
Titres (4)	498 827	526 646	1 025 473	604 411	30 437	387 296	3 329
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	56 017	–	56 017	27 222	–	28 795	–
Prêts hypothécaires	425 269	–	425 269	68 925	–	42 693	313 651
Autres prêts	524 764	–	524 764	6 630	–	25 786	492 348
Dérivés	153 686	–	153 686	–	–	–	153 686
Autres (5)	143 690	–	143 690	37 317	–	7 867	98 506
Total	1 921 377 \$	526 646 \$	2 448 023 \$	744 505 \$	33 830 \$	608 168 \$	1 061 520 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY).

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 31 milliards de dollars (30 milliards au 31 janvier 2025) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a diminué de 10 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent en raison principalement d'une baisse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, ainsi que d'une diminution des prêts hypothécaires et des titres hypothécaires.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts d'entreprises et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2025, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 982 milliards de dollars, ou 55 % du total du financement (999 milliards, ou 56 %, au 31 janvier 2025). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2025, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 119 milliards de dollars (117 milliards au 31 janvier 2025).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

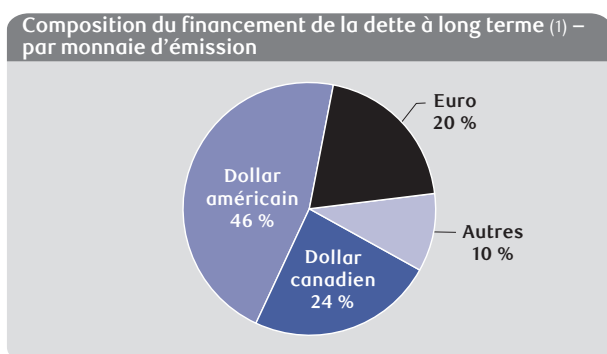
Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

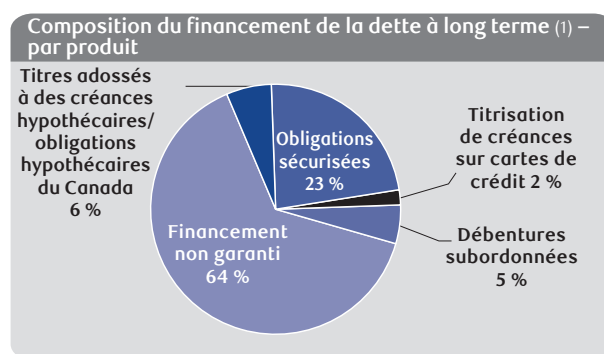
Canada	États-Unis	Europe
Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars	Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US	- Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US - Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	2 932 \$	15 \$	883 \$	487 \$	4 317 \$	– \$	– \$	4 317 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	11 187	17 706	29 680	34 647	93 220	–	–	93 220
Papier commercial adossé à des actifs (4)	5 199	6 119	6 029	893	18 240	–	–	18 240
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	3 442	5 108	4 489	15 189	28 228	31 538	61 012	120 778
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	1 057	1 497	1 721	4 097	8 372	5 631	11 135	25 138
Titrisation de prêts hypothécaires	–	442	154	709	1 305	2 046	12 937	16 288
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	1 326	2 665	3 467	6 339	13 797	27 626	24 475	65 898
Passif subordonné	–	1 249	–	2 068	3 317	–	10 437	13 754
Autres (8)	4 799	2 583	895	578	8 855	20 646	202	29 703
Total	29 942 \$	37 384 \$	47 318 \$	65 007 \$	179 651 \$	87 487 \$	120 198 \$	387 336 \$
Comprend :								
– Financement garanti	11 224 \$	10 621 \$	10 339 \$	7 941 \$	40 125 \$	29 672 \$	37 412 \$	107 209 \$
– Financement non garanti	18 718	26 763	36 979	57 066	139 526	57 815	82 786	280 127

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	2 384 \$	143 \$	96 \$	1 287 \$	3 910 \$	– \$	– \$	3 910 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	10 240	12 324	28 781	40 621	91 966	–	–	91 966
Papier commercial adossé à des actifs (4)	3 868	7 610	6 108	893	18 479	–	–	18 479
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	52	7 432	8 554	11 689	27 727	30 221	57 639	115 587
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	1 751	2 559	2 211	3 633	10 154	6 173	9 791	26 118
Titrisation de prêts hypothécaires	23	1 015	727	757	2 522	2 341	11 809	16 672
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	1 508	4 122	6 748	12 378	23 947	28 589	64 914
Passif subordonné	–	–	–	2 182	2 182	–	11 556	13 738
Autres (8)	5 079	994	1 327	530	7 930	20 138	189	28 257
Total	23 397 \$	33 585 \$	51 926 \$	68 340 \$	177 248 \$	82 820 \$	119 573 \$	379 641 \$
Comprend :								
– Financement garanti	8 848 \$	10 133 \$	10 957 \$	8 398 \$	38 336 \$	26 288 \$	40 398 \$	105 022 \$
– Financement non garanti	14 549	23 452	40 969	59 942	138 912	56 532	79 175	274 619

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 4 715 millions de dollars (4 957 millions au 31 janvier 2025), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 22 718 millions (23 104 millions au 31 janvier 2025), des avances d'une FHLB (garanties) de 2 068 millions (néant au 31 janvier 2025) et des certificats de placement garanti de gros de 202 millions (196 millions au 31 janvier 2025).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations (1)

	Au 28 mai 2025			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's [‡] (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS [‡] (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 8 octobre 2024, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 25 juin 2024, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juin 2024, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 9 mai 2025, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	30 avril 2025			31 janvier 2025		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	264 \$	98 \$	195 \$	336 \$	135 \$	289 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	43	23	36	50	42	97

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	le 30 avril 2025	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) ⁽²⁾	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		446 512 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :		
Dépôts stables ⁽³⁾	419 251 \$	39 228 \$
Dépôts moins stables	132 181	3 965
	287 070	35 263
Financement de gros non garanti, dont :	492 088	228 537
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives ⁽⁴⁾	175 308	41 327
Dépôts non opérationnels	298 343	168 773
Dettes non garanties	18 437	18 437
Financement de gros garanti		48 810
Exigences supplémentaires, dont :	430 049	90 378
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	88 706	25 908
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	11 583	11 583
Facilités de crédit et de liquidité	329 760	52 887
Autres obligations de financement contractuelles ⁽⁵⁾	23 350	23 350
Autres obligations de financement conditionnelles ⁽⁶⁾	876 652	14 945
Total des sorties de trésorerie		445 248 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	364 727 \$	64 673 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	23 569	13 822
Autres entrées de trésorerie	26 745	26 745
Total des entrées de trésorerie		105 240 \$
Total des actifs liquides de haute qualité		Total de la valeur ajustée
Total des sorties de trésorerie nettes		446 512 \$
		340 008
Ratio de liquidité à court terme		131 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	le 31 janvier 2025	
	Total de la valeur ajustée	
Total des actifs liquides de haute qualité	419 334 \$	
Total des sorties de trésorerie nettes	328 139	
Ratio de liquidité à court terme	128 %	

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2025 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 86 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2025 s'est établie à 131 %, ce qui représente un excédent d'environ 107 milliards de dollars, comparativement à 128 % et à un excédent d'environ 91 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen a augmenté par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la croissance des dépôts et du financement, qui a été partiellement contrebalancée par les titres et les transactions de financement liées aux titres.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel d'un an pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme ⁽¹⁾

	Au 30 avril 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle ⁽²⁾				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	133 887 \$	— \$	— \$	13 043 \$	146 930 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	133 887	—	—	13 043	146 930
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	—	—	—	—	—
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	336 631	134 650	56 945	64 159	543 026
<i>Dépôts stables ⁽³⁾</i>	102 545	58 502	29 500	27 515	208 535
<i>Dépôts moins stables</i>	234 086	76 148	27 445	36 644	334 491
Financement de gros :	375 818	456 449	69 621	175 670	420 540
<i>Dépôts opérationnels ⁽⁴⁾</i>	195 967	—	—	—	97 983
<i>Autres financements de gros</i>	179 851	456 449	69 621	175 670	322 557
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants ⁽⁵⁾	—	1 170	1 684	22 948	—
Autres passifs :	51 145		211 181		21 414
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			28 372		
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	51 145	161 139	511	21 159	21 414
Total du financement stable disponible					1 131 910 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					41 605 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	—	2 930	—	—	1 465
Prêts et titres productifs :	289 793	328 818	123 892	545 628	795 821
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	—	97 200	16 303	52	13 280
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	8 198	122 174	21 571	20 964	53 356
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	197 260	58 816	35 160	185 777	372 226
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	—	780	603	5 585	4 321
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :</i>	40 417	47 398	50 244	317 121	299 556
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	40 417	47 367	50 212	315 986	298 560
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	43 918	3 230	614	21 714	57 403
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants ⁽⁵⁾	—	1 170	1 684	22 948	—
Autres actifs :	7 404		315 343		104 038
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	7 404				6 293
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>			28 664		24 365
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			24 260		—
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>			75 832		3 792
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	—	124 139	58	62 390	69 588
Éléments hors bilan	—		898 235		34 602
Total du financement stable exigé					977 531 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					116 %

Au 31 janvier 2025

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	1 126 088 \$
Total du financement stable exigé	982 998
Ratio de liquidité à long terme (%)	115 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Au 30 avril 2025, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 116 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 154 milliards de dollars, comparativement à 115 % et à un excédent d'environ 143 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres et d'une augmentation des dépôts et du financement stable.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de règlement des montants, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation des risques et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	112 201 \$	12 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	2 373 \$	114 591 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	88 695	2 454	1 371	104	496	239	547	13 533	81 698	189 137
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 828	7 930	15 708	17 701	14 894	58 797	70 507	108 649	1 346	303 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	133 553	52 321	59 562	14 113	21 286	179	–	–	20 913	301 927
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	45 542	31 650	47 572	49 167	52 370	291 996	301 754	82 969	104 286	1 007 306
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	20	2	–	–	–	–	6	–	–	28
Dérivés	18 188	19 391	12 977	14 693	9 326	24 134	40 824	48 678	–	188 211
Autres actifs financiers	51 448	3 918	2 432	605	828	163	704	1 726	3 585	65 409
Total des actifs financiers	457 475	117 678	139 622	96 383	99 205	375 508	414 342	255 555	214 201	2 169 969
Autres actifs non financiers	14 192	2 228	1 530	328	258	2 640	3 336	9 486	38 166	72 164
Total de l'actif	471 667 \$	119 906 \$	141 152 \$	96 711 \$	99 463 \$	378 148 \$	417 678 \$	265 041 \$	252 367 \$	2 242 133 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	101 249 \$	76 791 \$	95 030 \$	87 050 \$	66 447 \$	54 824 \$	86 394 \$	54 846 \$	710 263 \$	1 332 894 \$
Emprunts garantis	5 461	8 084	8 606	2 505	843	7 326	13 002	9 727	–	55 554
Obligations sécurisées	1 326	2 662	2 328	3 223	3 084	25 022	16 603	4 090	–	58 338
Autres										
Acceptations	20	2	–	–	–	–	6	–	–	28
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 529	3 317	2 404	1 209	712	652	–	–	–	46 823
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	189 556	49 147	19 483	1 497	–	938	–	–	20 705	281 326
Dérivés	20 333	24 626	14 766	14 073	9 946	24 856	40 030	45 714	–	194 344
Autres passifs financiers	46 110	5 010	3 295	1 780	1 666	1 457	2 560	19 640	1 041	82 559
Déventures subordonnées	–	–	–	2 032	–	–	–	11 713	–	13 745
Total des passifs financiers	402 584	169 639	145 912	113 369	82 698	115 075	158 595	145 730	732 009	2 065 611
Autres passifs non financiers	1 359	1 125	229	3 833	405	1 604	1 703	22 565	11 169	43 992
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	132 530	132 530
Total du passif et des capitaux propres	403 943 \$	170 764 \$	146 141 \$	117 202 \$	83 103 \$	116 679 \$	160 298 \$	168 295 \$	875 708 \$	2 242 133 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	981 \$	3 006 \$	3 956 \$	4 608 \$	4 778 \$	2 368 \$	5 738 \$	2 097 \$	24 \$	27 556 \$
Engagements de crédit	6 015	10 823	13 744	14 860	22 156	63 567	221 716	24 777	4 240	381 898
Autres engagements liés au crédit	69 646	2 055	2 620	2 759	2 186	417	1 205	122	74 438	155 448
Autres engagements	6	11	17	18	17	64	163	231	948	1 475
Total des éléments hors bilan	76 648 \$	15 895 \$	20 337 \$	22 245 \$	29 137 \$	66 416 \$	228 822 \$	27 227 \$	79 650 \$	566 377 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	116 898 \$	6 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 220 \$	119 124 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	84 492	2 567	1 176	50	109	270	645	13 396	86 711	189 416
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 369	9 243	11 221	15 442	19 007	56 633	71 751	108 667	1 276	298 609
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	126 591	69 178	33 461	12 144	19 051	162	–	–	19 864	280 451
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	40 691	37 876	51 468	49 970	51 052	289 717	297 582	84 739	102 955	1 006 050
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	17	–	46	–	–	–	11	–	–	74
Dérivés	12 639	16 664	9 414	7 621	9 214	17 075	32 008	49 051	–	153 686
Autres actifs financiers	54 094	4 086	2 597	382	834	208	761	1 739	4 434	69 135
Total des actifs financiers	440 791	139 620	109 383	85 609	99 267	364 065	402 758	257 592	217 460	2 116 545
Autres actifs non financiers	15 771	2 295	942	342	341	3 128	3 331	9 384	38 947	74 481
Total de l'actif	456 562 \$	141 915 \$	110 325 \$	85 951 \$	99 608 \$	367 193 \$	406 089 \$	266 976 \$	256 407 \$	2 191 026 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	103 083 \$	66 475 \$	96 968 \$	77 019 \$	87 804 \$	58 760 \$	83 739 \$	52 959 \$	699 794 \$	1 326 601 \$
Emprunts garantis	4 183	10 270	8 235	2 922	1 675	8 234	13 899	9 288	–	58 706
Obligations sécurisées	–	1 503	4 108	2 235	3 303	21 202	20 341	3 941	–	56 633
Autres										
Acceptations	17	2	44	–	–	–	11	–	–	74
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 356	1 509	3 996	2 303	1 157	139	–	–	–	45 460
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	153 900	83 432	10 315	1 539	4	905	–	–	24 497	274 592
Dérivés	13 251	18 207	11 320	8 261	10 163	19 180	33 807	47 401	–	161 590
Autres passifs financiers	43 739	3 165	2 823	1 896	1 818	1 107	2 544	18 915	1 140	77 147
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	2 128	–	–	11 542	–	13 670
Total des passifs financiers	354 529	184 563	137 809	96 175	108 052	109 527	154 341	144 046	725 431	2 014 473
Autres passifs non financiers	1 567	1 333	300	199	2 417	1 640	1 576	22 728	11 530	43 290
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	133 263	133 263
Total du passif et des capitaux propres	356 096 \$	185 896 \$	138 109 \$	96 374 \$	110 469 \$	111 167 \$	155 917 \$	166 774 \$	870 224 \$	2 191 026 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 254 \$	3 146 \$	3 825 \$	4 456 \$	4 892 \$	1 856 \$	6 705 \$	2 133 \$	23 \$	28 290 \$
Engagements de crédit	4 891	12 314	16 347	15 419	19 427	69 184	224 882	23 762	4 585	390 811
Autres engagements liés au crédit	50 872	1 659	3 050	2 637	2 986	430	1 226	119	82 568	145 547
Autres engagements	6	11	18	17	18	62	156	241	1 018	1 547
Total des éléments hors bilan	57 023 \$	17 130 \$	23 240 \$	22 529 \$	27 323 \$	71 532 \$	232 969 \$	26 255 \$	88 194 \$	566 195 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin de respecter ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2024.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respectons une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 17 décembre 2024.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Le 5 juillet 2024, le BSIF a annoncé un report d'un an de l'augmentation du plancher de fonds propres exigé par les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, maintenant l'exigence actuelle à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques (calculé uniquement selon l'approche standard pour les risques de crédit et de marché et le risque opérationnel) pour 2024 et 2025, et reportant l'exigence de mise en œuvre du plancher de 70 % de 2025 à 2026 et l'exigence de mise en œuvre du plancher de 72,5 % de 2026 à 2027. Le 12 février 2025, le BSIF a annoncé un report indéfini de toute autre augmentation du plancher de fonds propres et s'est engagé à donner un préavis d'au moins deux ans aux banques concernées avant de reprendre les augmentations du plancher de fonds propres.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 30 avril 2025 ⁽⁴⁾	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 30 avril 2025
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)}			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,5 %	11,6 %	13,2 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,5 %	13,1 %	14,7 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,5 %	15,1 %	16,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,3 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,5 %	25,1 %	31,0 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	9,2 %

(1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.

(2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,09 % au 30 avril 2025 (0,09 % au 31 janvier 2025 et 0,08 % au 31 octobre 2024).

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.

(4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 30 avril 2025, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.

s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

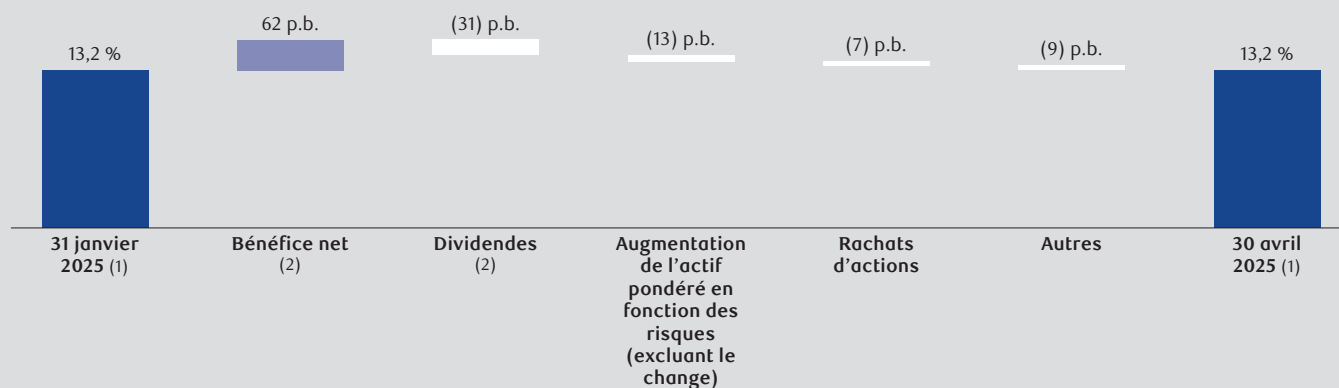
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	30 avril 2025	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	92 829 \$	93 321 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	103 194	103 718	97 952
Total des fonds propres	116 237	115 914	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	570 953 \$	579 866 \$	548 809 \$
Risque de marché	39 287	36 530	33 930
Risque opérationnel	93 680	92 545	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	703 920 \$	708 941 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,7 %	14,6 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	16,4 %	16,4 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 379 092 \$	2 367 402 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	217 931 \$	211 585 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	31,0 %	29,8 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	9,2 %	8,9 %	8,4 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Deuxième trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2025

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2,2 milliards de dollars, ou 31 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de l'incidence des éléments spécifiés, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 de 13,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète le montant net des capitaux autogénérés qui a été contrebalancé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change) et les rachats d'actions.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 5 milliards de dollars, principalement du fait de l'incidence du change, qui a été en partie contrebalancée par l'expansion des activités et la variation nette de notation. L'expansion des activités découle principalement de la hausse des activités de négociation, des prêts de gros et des prêts aux particuliers, contrebalancée en partie par une diminution des engagements de souscription de prêts. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie et notre ratio du total des fonds propres, respectivement de 14,7 % et de 16,5 %, ont tous deux augmenté de 10 p.b., en raison principalement des facteurs relatifs au ratio CET1 mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,3 %, en baisse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et des rachats d'actions, facteurs en partie contrebalancés par le montant net des capitaux autogénérés.

L'augmentation de 12 milliards de dollars du total des positions de levier découle principalement de la progression des positions de levier attribuables à l'expansion des activités pour ce qui est des transactions de mise en pension de titres, des titres et des prêts de gros et de détail, ce qui a été en partie contrebalancé par l'incidence du change.

Notre ratio TLAC s'est établi à 31,0 %, en hausse de 120 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles.

Notre ratio de levier TLAC s'est chiffré à 9,2 %, en hausse de 30 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles, partiellement neutralisée par les facteurs relatifs au ratio de levier mentionnés précédemment.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025			Pour le semestre clos le 30 avril 2025	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		158	14 \$	374	36 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(3 013)	(45)	(4 955)	(74)
Émission de billets de capital à recours limité (LRCN) de série 5 (2), (3), (4)	1 ^{er} novembre 2024	–	–	1 000	1 396
Fonds propres de deuxième catégorie					
Rachat de débentures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (2), (3)	23 décembre 2024		– \$		(1 500)
Émission de débentures subordonnées échéant le 4 février 2035 (2), (3)	29 janvier 2025		– \$		1 500

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2024, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2024 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2025, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Pour le trimestre clos le 30 avril 2025, quelque 3 013 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 488 millions de dollars. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 5 843 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 966 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 5, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 5 portent intérêt au taux fixe de 6,350 % par année jusqu'au 24 novembre 2034. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 5 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,257 % jusqu'à leur échéance, le 24 novembre 2084.

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à leur échéance, le 4 février 2035.

Le 15 avril 2025, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 30 juin 2025, la totalité des débentures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,088 % en cours échéant le 30 juin 2030, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 24 mai 2025, nous avons racheté la totalité des 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BD émises et en circulation à un prix de rachat de 25 \$ l'action.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2025		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 410 499	20 975 \$	1,48 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(960)	(155)	
Actions ordinaires en circulation	1 409 539	20 820 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 917		
Exercçables	3 948		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600 \$	0,20 \$
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,408 %
À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5)	600	600	6,698 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Billets de capital à recours limité de série 4 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 370	7,50 %
Billets de capital à recours limité de série 5 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 396	6,35 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	70 100	10 416	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(80)	(53)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	70 020	10 363 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 087 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		112	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne les séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 4, le 24 avril 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BV (série BV). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 5, le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BX (série BX). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune, et les actions privilégiées des séries BV et BX ont été émises au prix de 1 000 dollars américains chacune. Les actions privilégiées des séries BQ, BR, BS, BV et BX ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec les séries de billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 23 mai 2025, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 410 276 755, déduction faite des 276 136 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 863 250.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries BD, BF, BH, BI, BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 1, 2, 3, 4 et 5 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034 et le 4 février 2035, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 30 avril 2025, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,2 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 81,5 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2025.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2025, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2025.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Glossaire

Résultats ajustés

Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- **Taux d'imposition effectif ajusté** – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Résultat avant impôt ajusté** – résultat avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Impôt sur le résultat ajusté** – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté** – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires** – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Frais autres que d'intérêt ajustés** – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Total des revenus ajusté** – total des revenus qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons les fonds propres uniquement en fonction du capital économique.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (retrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficacité ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus ajustés.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux revenus (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux revenus (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Correspond au produit d'assurance moins les charges afférentes aux activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les produits des activités d'assurance représentent les produits comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des services d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débetures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la DPPC liée aux prêts douteux

Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la DPPC liée aux prêts productifs

Le ratio de la DPPC liée aux prêts productifs représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service Inc., Fitch Ratings, Inc. et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus à compter du 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la Loi sur la SADC et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégories. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité du crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2024, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2025.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	58	152	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		72-82, 149-151	–
	3	Risques connus et risques émergents		72-75	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	48-51	124-132	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		75-82	–
	6	Culture à l'égard du risque		75-82	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		135	–
	8	Simulation de crise		79, 93	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	49	124-132	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		124-132	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		82-86	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		78, 82-84	31
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	38-39	101-102, 107-108	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	39, 42	103, 106	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	47-48	110-111	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	39-41	103-105	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	36-37	98-99	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	33-35	92-99	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		92	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		92-97	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	29-33	82-92, 206-213	21-31*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	74-79	143-148	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		84-86, 137, 172-175	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		87	32
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		85-86	*
Autres	31	Autres types de risque		113-124	–
	32	Événements publics comportant des risques		118-119, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2025 et l'exercice clos le 31 octobre 2024.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	48 621 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	65 970	66 020
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	189 137	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	303 360	256 618
	492 497	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	301 927	350 803
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	635 280	626 978
Prêts de gros	379 151	360 439
	1 014 431	987 417
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 125)	(6 037)
	1 007 306	981 380
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	28	35
Dérivés	188 211	150 612
Locaux et matériel	6 734	6 852
Goodwill	19 287	19 286
Autres immobilisations incorporelles	7 532	7 798
Autres actifs	104 020	92 155
	325 812	276 738
Total de l'actif	2 242 133 \$	2 171 582 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	519 172 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	893 573	839 670
Banques	34 041	47 722
	1 446 786	1 409 531
Autres		
Acceptations	28	35
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 823	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	281 326	305 321
Dérivés	194 344	163 763
Passifs au titre des contrats d'assurance	23 407	22 231
Autres passifs	103 144	94 677
	649 072	621 313
Débiteures subordonnées (note 10)	13 745	13 546
Total du passif	2 109 603	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	10 363	9 031
Actions ordinaires (note 10)	20 820	20 952
Bénéfices non distribués	92 988	88 608
Autres composantes des capitaux propres	8 276	8 498
	132 447	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	83	103
Total des capitaux propres	132 530	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 242 133 \$	2 171 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	13 484 \$	12 933 \$	27 814 \$	25 202 \$
Titres	4 845	4 194	9 677	8 748
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 312	7 011	11 236	14 232
Dépôts et autres	1 329	1 616	2 698	3 181
	24 970	25 754	51 425	51 363
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	10 716	11 488	22 532	22 793
Autres passifs	6 042	7 454	12 568	15 240
Déventures subordonnées	156	189	321	375
	16 914	19 131	35 421	38 408
Revenu net d'intérêt	8 056	6 623	16 004	12 955
Revenus autres que d'intérêt				
Résultat des activités d'assurance (note 7)	224	203	510	390
Résultat des placements d'assurance (note 7)	78	59	160	200
Revenus tirés des activités de négociation	641	633	1 836	1 437
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 544	2 257	5 211	4 442
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 211	1 067	2 447	2 097
Commissions de courtage en valeurs mobilières	486	431	957	819
Frais bancaires	607	557	1 219	1 111
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	615	734	1 289	1 340
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	338	287	656	549
Revenus sur cartes	328	291	645	617
Commissions de crédit	370	434	805	829
Profits nets sur les titres de placement	45	59	100	129
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	16	18	35	30
Autres	113	501	537	694
	7 616	7 531	16 407	14 684
Total des revenus	15 672	14 154	32 411	27 639
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	1 424	920	2 474	1 733
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	5 478	5 091	11 465	10 254
Matériel	704	615	1 385	1 234
Frais d'occupation	428	441	857	848
Communications	378	358	705	679
Honoraires	538	697	1 040	1 321
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	457	373	892	725
Autres	747	733	1 642	1 571
	8 730	8 308	17 986	16 632
Bénéfice avant impôt	5 518	4 926	11 951	9 274
Impôt sur le résultat (note 9)	1 128	976	2 430	1 742
Bénéfice net	4 390 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	4 386 \$	3 948 \$	9 515 \$	7 528 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	2	6	4
	4 390 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	3,03 \$	2,75 \$	6,57 \$	5,25 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	3,02	2,74	6,56	5,25
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,48	1,38	2,96	2,76

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Bénéfice net	4 390 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(214)	82	(30)	870
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	–	(2)	–
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(30)	(43)	(91)	(92)
	(244)	39	(123)	778
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(4 261)	1 831	(627)	(320)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 978	(827)	307	95
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(13)	–	(13)	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	1
	(2 296)	1 004	(333)	(224)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(98)	293	570	(309)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(177)	(128)	(336)	(309)
	(275)	165	234	(618)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	11	104	49	146
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	471	(313)	(37)	(1 014)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	24	19	38	74
	506	(190)	50	(794)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(2 309)	1 018	(172)	(858)
Total du résultat global	2 081 \$	4 968 \$	9 349 \$	6 674 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	2 082 \$	4 963 \$	9 343 \$	6 670 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	5	6	4
	2 081 \$	4 968 \$	9 349 \$	6 674 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(28)\$	(7)\$	93 \$	296 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	–	–	–
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(10)	(12)	(28)	(28)
Profits (pertes) de change latents	(26)	7	(7)	(10)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	733	(307)	113	33
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	–	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(48)	137	216	(125)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(68)	(47)	(128)	(115)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	5	30	19	52
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	180	(119)	(14)	(390)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10	7	14	27
Total de la charge (l'économie) d'impôt	748 \$	(311)\$	278 \$	(260)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	10 416 \$	21 006 \$	(12) \$	(83) \$	90 754 \$	2 776 \$	11 086 \$	133 167 \$	96 \$	133 263 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	14	–	–	–	–	–	14	–	14
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(443)	–	–	(488)	–	(488)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	721	1 313	–	–	–	2 034	–	2 034
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(762)	(1 385)	–	–	–	(2 147)	–	(2 147)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	6	–	–	6	–	6
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 087)	–	–	(2 087)	–	(2 087)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(112)	–	–	(112)	(12)	(124)
Autres	–	–	–	–	(22)	–	–	(22)	–	(22)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 386	–	–	4 386	4	4 390
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	506	(244)	(2 810)	(2 304)	(5)	(2 309)
Solde à la fin de la période	10 416 \$	20 975 \$	(53) \$	(155) \$	92 988 \$	2 501 \$	8 276 \$	132 447 \$	83 \$	132 530 \$
	Pour le trimestre clos le 30 avril 2024									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	8 050 \$	20 156 \$	(19) \$	(84) \$	82 049 \$	(1 121) \$	5 387 \$	1 973 \$	6 239 \$	116 391 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 370	762	–	–	(8)	–	–	–	–	2 124
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	404	1 112	–	–	–	–	–	1 516
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(366)	(1 099)	–	–	–	–	–	(1 465)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 953)	–	–	–	–	(1 953)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(67)	–	–	–	(2)	(69)
Autres	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 948	–	–	–	2	3 950
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(190)	39	1 001	165	3	1 018
Solde à la fin de la période	9 420 \$	20 918 \$	19 \$	(71) \$	83 774 \$	(1 082) \$	6 388 \$	7 444 \$	100 \$	121 604 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2025											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61)\$	88 608 \$	(897)\$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 396	36	–	–	(10)	–	–	–	–	1 422	–	1 422
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(74)	–	–	(752)	–	–	–	–	(826)	–	(826)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 231	2 907	–	–	–	–	–	4 138	–	4 138
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(1 295)	(3 001)	–	–	–	–	–	(4 296)	–	(4 296)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	19	–	–	–	–	19	–	19
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 179)	–	–	–	–	(4 179)	–	(4 179)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(230)	–	–	–	–	(230)	(26)	(256)
Autres	–	–	–	–	(33)	–	–	–	–	(33)	–	(33)
Bénéfice net	–	–	–	–	9 515	–	–	–	–	9 515	6	9 521
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	50	(123)	(333)	234	(222)	(172)	–	(172)
Solde à la fin de la période	10 416 \$	20 975 \$	(53)\$	(155)\$	92 988 \$	(1 020)\$	6 795 \$	2 501 \$	8 276 \$	132 447 \$	83 \$	132 530 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2024												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	19 398 \$	(9)\$	(231)\$	81 059 \$	(1 860)\$	6 612 \$	2 756 \$	7 508 \$	115 048 \$	99 \$	115 147 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	2 120	1 520	–	(14)	–	–	–	–	–	3 626	–	3 626
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(23)	–	–	2	–	–	–	–	–	(21)	–	(21)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	517	2 339	–	–	–	–	–	2 856	–	2 856
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(489)	(2 179)	–	–	–	–	–	(2 668)	–	(2 668)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	8	–	–	–	–	8	–	8
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 897)	–	–	–	–	(3 897)	–	(3 897)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(125)	–	–	–	–	(125)	(3)	(128)
Autres	–	–	–	–	7	–	–	–	–	7	–	7
Bénéfice net	–	–	–	–	7 528	–	–	–	–	7 528	4	7 532
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(794)	778	(224)	(618)	(64)	(858)	–	(858)
Solde à la fin de la période	9 420 \$	20 918 \$	19 \$	(71)\$	83 774 \$	(1 082)\$	6 388 \$	2 138 \$	7 444 \$	121 504 \$	100 \$	121 604 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	4 390 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 424	920	2 474	1 733
Amortissement	321	338	644	658
Impôt différé	(260)	(246)	(232)	(852)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	459	385	910	739
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(16)	(18)	(35)	(30)
Pertres (profits) sur les titres de placement	(45)	(59)	(100)	(129)
Pertres (profits) à la cession d'activités	–	(1)	–	(5)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Passifs au titre des contrats d'assurance	(70)	(143)	1 176	2 173
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	323	1 414	(656)	1 589
Impôt exigible	736	(430)	146	(115)
Actifs dérivés	(34 525)	(21 796)	(37 599)	15 616
Passifs dérivés	32 754	26 053	30 581	(9 602)
Titres détenus à des fins de transaction	279	21 141	(5 837)	18 620
Prêts, déduction faite de la titrisation	(2 452)	(27 878)	(28 235)	(33 716)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(21 476)	46 518	48 876	38 838
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	6 734	(60 433)	(23 995)	(61 181)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 363	(4 433)	11 537	(3 072)
Dépôts	4 846	209	37 255	9 690
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	717	505	(89)	8
Autres	14 349	(1 599)	(5 337)	(5 740)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	9 851	(15 603)	41 005	(17 246)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(18 046)	22 621	50	32 627
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	53 100	43 051	110 118	108 531
Achat de titres de placement	(66 482)	(46 833)	(157 025)	(107 720)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(483)	(410)	(1 164)	(892)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	–	1	–	10
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(12 716)	–	(12 716)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(31 911)	5 714	(48 021)	19 840
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Emission de débentures subordonnées	–	2 000	1 500	2 000
Remboursement de débentures subordonnées	–	–	(1 500)	–
Emission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	13	20	34	56
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(488)	–	(826)	–
Emission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	1 362	1 386	2 106
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	(21)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	2 034	1 516	4 138	2 856
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(2 147)	(1 465)	(4 296)	(2 668)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 210)	(1 262)	(4 311)	(2 502)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(14)	(2)	(14)	(3)
Variation des emprunts à court terme des filiales	2 068	(4 352)	2 068	(3 819)
Remboursement d'obligations locatives	(171)	(157)	(325)	(310)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(915)	(2 340)	(2 146)	(2 305)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	396	(745)	1 060	(905)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(22 579)	(12 974)	(8 102)	(616)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	71 200	74 347	56 723	61 989
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	48 621 \$	61 373 \$	48 621 \$	61 373 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	16 367 \$	16 788 \$	35 844 \$	35 708 \$
Intérêts reçus	24 269	24 930	50 316	49 880
Dividendes reçus	987	798	2 050	1 856
Impôt sur le résultat payé	1 468	1 221	2 710	2 076

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 30 avril 2025 (2 milliards au 31 janvier 2025; 2 milliards au 31 octobre 2024; 2 milliards au 30 avril 2024; 3 milliards au 31 janvier 2024; 3 milliards au 31 octobre 2023).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2024 et les notes annexes présentés aux pages 162 à 271 de notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 28 mai 2025, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés intermédiaires résumés. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	56 275 \$	– \$	– \$	9 695 \$	9 695 \$	65 970 \$	65 970 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	183 776	5 361	–	–	–	–	189 137	189 137
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	201 580	1 360	100 420	97 703	303 360	300 643
	183 776	5 361	201 580	1 360	100 420	97 703	492 497	489 780
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	226 379	–	–	–	75 548	75 538	301 927	301 917
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	910	–	461	–	630 071	630 062	631 442	631 433
Prêts de gros	7 006	2 807	709	–	365 342	362 888	375 864	373 410
	7 916	2 807	1 170	–	995 413	992 950	1 007 306	1 004 843
Autres								
Dérivés	188 211	–	–	–	–	–	188 211	188 211
Autres actifs (1)	12 686	–	–	–	56 636	56 636	69 322	69 322
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	557 \$	33 593 \$			485 022 \$	487 618 \$	519 172 \$	521 768 \$
Entreprises et gouvernements (2)	210	167 383			725 980	727 418	893 573	895 011
Banques (3)	–	2 920			31 121	31 137	34 041	34 057
	767	203 896			1 242 123	1 246 173	1 446 786	1 450 836
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 823	–			–	–	46 823	46 823
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	240 561			40 765	40 765	281 326	281 326
Dérivés	194 344	–			–	–	194 344	194 344
Autres passifs (4)	556	16 990			60 460	60 466	78 006	78 012
Déventures subordonnées	–	–			13 745	13 788	13 745	13 788

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2024								
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	53 996 \$	– \$	– \$	12 024 \$	12 024 \$	66 020 \$	66 020 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	182 346	954	–	–	–	–	183 300	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	155 118	1 242	100 258	96 336	256 618	252 696
	182 346	954	155 118	1 242	100 258	96 336	439 918	435 996
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	284 311	–	–	–	66 492	66 492	350 803	350 803
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	915	–	580	–	622 098	619 320	623 593	620 815
Prêts de gros	6 177	2 030	1 003	–	348 577	345 561	357 787	354 771
	7 092	2 030	1 583	–	970 675	964 881	981 380	975 586
Autres								
Dérivés	150 612	–	–	–	–	–	150 612	150 612
Autres actifs (1)	11 770	–	–	–	50 093	50 093	61 863	61 863
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	508 \$	33 799 \$			487 832 \$	490 170 \$	522 139 \$	524 477 \$
Entreprises et gouvernements (2)	191	156 238			683 241	684 748	839 670	841 177
Banques (3)	–	10 530			37 192	37 183	47 722	47 713
	699	200 567			1 208 265	1 212 101	1 409 531	1 413 367
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	–			–	–	35 286	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	270 663			34 658	34 658	305 321	305 321
Dérivés	163 763	–			–	–	163 763	163 763
Autres passifs (4)	(1 407)	–			69 597	69 850	68 190	68 443
Débiteures subordonnées	–	–			13 546	13 602	13 546	13 602

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2025					31 octobre 2024				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	56 275 \$	– \$		\$ 56 275 \$	– \$	53 996 \$	– \$		\$ 53 996 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	10 101	1 914	–		12 015	11 611	2 173	–		13 784
Provinces et municipalités	–	17 472	–		17 472	–	16 588	–		16 588
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	1 213	38 491	–		39 704	1 852	29 136	–		30 988
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	8 305	6 018	–		14 323	2 481	2 153	–		4 634
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	93	–		93	–	3	–		3
Titres adossés à des actifs	–	890	–		890	–	1 434	–		1 434
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	22 866	32		22 898	–	26 195	–		26 195
Titres de participation	76 450	2 637	2 655		81 742	84 814	2 316	2 544		89 674
	96 069	90 381	2 687		189 137	100 758	79 998	2 544		183 300
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	16 813	11 007	–		27 820	4 623	8 546	–		13 169
Provinces et municipalités	–	9 953	–		9 953	–	7 554	–		7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	139	103 808	–		103 947	42	80 224	–		80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 579	9 525	–		16 104	2 370	7 786	–		10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 447	31		2 478	–	2 603	31		2 634
Titres adossés à des actifs	–	9 887	–		9 887	–	9 357	–		9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	31 257	134		31 391	–	31 839	143		31 982
Titres de participation	454	336	570		1 360	432	304	506		1 242
	23 985	178 220	735		202 940	7 467	148 213	680		156 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
Prêts	–	226 379	–		226 379	–	284 311	–		284 311
Autres	–	10 686	1 207		11 893	–	8 924	1 781		10 705
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	26 685	317		27 002	–	27 719	354		28 073
Contrats de change	–	134 792	–		134 792	–	98 480	3		98 483
Dérivés de crédit	–	429	–		429	–	273	–		273
Autres contrats	1 322	28 178	53		29 553	2 553	23 830	21		26 404
Ajustements d'évaluation	–	(1 215)	25		(1 190)	–	(1 067)	14		(1 053)
Total des dérivés, montant brut	1 322	188 869	395		190 586	2 553	149 235	392		152 180
Ajustements de compensation				(2 375)	(2 375)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					188 211					150 612
Autres actifs	5 510	7 171	5		12 686	5 291	6 472	7		11 770
	126 886 \$	757 981 \$	5 029 \$	(2 375) \$	887 521 \$	116 069 \$	731 149 \$	5 404 \$	(1 568) \$	851 054 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	33 608 \$	542 \$		\$ 34 150 \$	– \$	33 829 \$	478 \$		\$ 34 307 \$
Entreprises et gouvernements	–	167 593	–		167 593	–	156 429	–		156 429
Banques	–	2 920	–		2 920	–	10 530	–		10 530
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 539	32 284	–		46 823	15 172	20 114	–		35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	240 561	–		240 561	–	270 663	–		270 663
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	22 032	839		22 871	–	24 852	847		25 699
Contrats de change	–	133 861	53		133 914	–	93 164	54		93 218
Dérivés de crédit	–	396	–		396	–	218	–		218
Autres contrats	2 272	37 215	445		39 932	3 212	42 961	324		46 497
Ajustements d'évaluation	–	(394)	–		(394)	–	(297)	(4)		(301)
Total des dérivés, montant brut	2 272	193 110	1 337		196 719	3 212	160 898	1 221		165 331
Ajustements de compensation				(2 375)	(2 375)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					194 344					163 763
Autres passifs	315	17 231	–		17 546	287	(1 694)	–		(1 407)
	17 126 \$	687 307 \$	1 879 \$	(2 375) \$	703 937 \$	18 671 \$	650 769 \$	1 699 \$	(1 568) \$	669 571 \$

(1) Au 30 avril 2025, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 19 515 millions de dollars et à néant (17 154 millions et néant au 31 octobre 2024), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 28 298 millions et à 2 478 millions (27 048 millions et 2 568 millions au 31 octobre 2024).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2025, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	32 \$	– \$	32 \$	– \$
Titres de participation	2 643	(6)	(73)	127	(36)	–	–	2 655	(6)
	2 643	(6)	(73)	127	(36)	32	–	2 687	(6)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	32	–	(1)	–	–	–	–	31	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	142	–	(4)	–	(4)	–	–	134	s.o.
Titres de participation	523	–	15	32	–	–	–	570	s.o.
	697	–	10	32	(4)	–	–	735	s.o.
Prêts	1 876	98	(23)	51	(795)	–	–	1 207	20
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(535)	(47)	2	28	2	7	21	(522)	(46)
Contrats de change	(66)	3	3	–	(1)	–	8	(53)	2
Autres contrats	(455)	101	16	–	3	(49)	(8)	(392)	125
Ajustements d'évaluation	8	–	–	16	1	–	–	25	–
Autres actifs	7	–	–	–	(2)	–	–	5	–
	4 175 \$	149 \$	(65)\$	254 \$	(832)\$	(10)\$	21 \$	3 692 \$	95 \$
Passif									
Dépôts	(634)\$	8 \$	7 \$	(169)\$	26 \$	(44)\$	264 \$	(542)\$	9 \$
	(634)\$	8 \$	7 \$	(169)\$	26 \$	(44)\$	264 \$	(542)\$	9 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2024									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 286	(36)	28	131	(16)	–	(1)	2 392	(12)
	2 286	(36)	28	131	(16)	–	(1)	2 392	(12)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	–	–	–	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	148	–	1	–	(5)	–	–	144	s.o.
Titres de participation	462	–	9	3	–	2	–	476	s.o.
	640	–	10	3	(5)	2	–	650	s.o.
Prêts	1 815	(8)	12	202	(47)	3	(140)	1 837	(4)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(535)	(77)	–	(26)	(3)	(5)	(1)	(647)	(62)
Contrats de change	(49)	10	4	10	(2)	2	(2)	(27)	13
Autres contrats	(349)	8	(8)	(33)	3	(79)	160	(298)	–
Ajustements d'évaluation	4	–	–	(2)	(8)	–	–	(6)	–
Autres actifs	10	–	–	–	(1)	–	–	9	–
	3 822 \$	(103)\$	46 \$	285 \$	(79)\$	(77)\$	16 \$	3 910 \$	(65)\$
Passif									
Dépôts	(429)\$	(4)\$	(2)\$	(235)\$	25 \$	(89)\$	101 \$	(633)\$	6 \$
	(429)\$	(4)\$	(2)\$	(235)\$	25 \$	(89)\$	101 \$	(633)\$	6 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	32 \$	– \$	32 \$	– \$
Titres de participation	2 544	(70)	(14)	334	(140)	1	–	2 655	(48)
	2 544	(70)	(14)	334	(140)	33	–	2 687	(48)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	–	–	–	–	–	31	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	2	–	(11)	–	–	134	s.o.
Titres de participation	506	–	35	32	(3)	–	–	570	s.o.
	680	–	37	32	(14)	–	–	735	s.o.
Prêts	1 781	95	–	141	(814)	7	(3)	1 207	19
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	(35)	2	(39)	5	9	29	(522)	(34)
Contrats de change	(51)	(11)	3	1	(1)	–	6	(53)	(23)
Autres contrats	(303)	80	3	(12)	7	(274)	107	(392)	109
Ajustements d'évaluation	18	–	–	6	1	–	–	25	–
Autres actifs	7	–	–	–	(2)	–	–	5	–
	4 183 \$	59 \$	31 \$	463 \$	(958)\$	(225)\$	139 \$	3 692 \$	23 \$
Passif									
Dépôts	(478)\$	9 \$	1 \$	(401)\$	88 \$	(210)\$	449 \$	(542)\$	46 \$
	(478)\$	9 \$	1 \$	(401)\$	88 \$	(210)\$	449 \$	(542)\$	46 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le semestre clos le 30 avril 2024

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 266	(54)	(8)	229	(40)	–	(1)	2 392	(8)
	2 266	(54)	(8)	229	(40)	–	(1)	2 392	(8)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	1	–	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	4	–	(9)	–	–	144	s.o.
Titres de participation	466	–	5	3	–	2	–	476	s.o.
	644	–	10	3	(9)	2	–	650	s.o.
Prêts	1 859	(54)	4	367	(240)	41	(140)	1 837	(50)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(662)	3	–	(14)	13	12	1	(647)	17
Contrats de change	(49)	(1)	5	15	3	2	(2)	(27)	3
Autres contrats	(438)	(115)	6	(48)	1	(86)	382	(298)	(64)
Ajustements d'évaluation	3	–	–	(1)	(8)	–	–	(6)	–
Autres actifs	11	–	–	–	(2)	–	–	9	–
	3 634 \$	(221)\$	17 \$	551 \$	(282)\$	(29)\$	240 \$	3 910 \$	(102)\$
Passif									
Dépôts	(383)\$	(51)\$	1 \$	(357)\$	38 \$	(90)\$	209 \$	(633)\$	(28)\$
	(383)\$	(51)\$	1 \$	(357)\$	38 \$	(90)\$	209 \$	(633)\$	(28)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 16 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2025 (profits ou perte de néant au 30 avril 2024) et profits de 31 millions pour le semestre clos le 30 avril 2025 (profits de 10 millions au 30 avril 2024), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2025 comprenait des actifs dérivés de 395 millions de dollars (300 millions au 30 avril 2024) et des passifs dérivés de 1 337 millions (1 278 millions au 30 avril 2024).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenus à des fins de négociation. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 498 millions de dollars détenus à titre de placements et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 258 millions détenues à des fins de négociation.

Au cours des trimestres clos le 30 avril 2025 et le 30 avril 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours du semestre clos le 30 avril 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 621 millions de dollars détenus à titre de placements et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 258 millions détenues à des fins de négociation.

Au cours des semestres clos le 30 avril 2025 et le 30 avril 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2025 et 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats, des prêts et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Au cours des semestres clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables. Au cours du semestre clos le 30 avril 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché. Au cours du semestre clos le 30 avril 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats, des dépôts et des prêts en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 332 \$	9 431 \$	15 254 \$	18 905 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 106	1 627	4 155	3 235
Instruments financiers évalués au coût amorti	15 532	14 696	32 016	29 223
	24 970	25 754	51 425	51 363
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 317	8 711	15 362	17 795
Instruments financiers évalués au coût amorti	9 597	10 420	20 059	20 613
	16 914	19 131	35 421	38 408
Revenu net d'intérêt	8 056 \$	6 623 \$	16 004 \$	12 955 \$

- (1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 292 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2025 (162 millions au 30 avril 2024) et de 657 millions pour le semestre clos le 30 avril 2025 (434 millions au 30 avril 2024), et la charge d'intérêt de 75 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2025 (12 millions au 30 avril 2024) et de 118 millions pour le semestre clos le 30 avril 2025 (23 millions au 30 avril 2024) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.
- (2) Inclut un revenu de dividende de 1 003 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2025 (776 millions au 30 avril 2024) et de 1 999 millions pour le semestre clos le 30 avril 2025 (1 733 millions au 30 avril 2024) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2025				31 octobre 2024			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	27 793 \$	46 \$	(19)\$	27 820 \$	13 165 \$	31 \$	(27)\$	13 169 \$
Provinces et municipalités	9 983	31	(61)	9 953	7 563	27	(36)	7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	105 351	283	(1 687)	103 947	81 632	333	(1 699)	80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	16 145	11	(52)	16 104	10 199	6	(49)	10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 493	2	(17)	2 478	2 646	3	(15)	2 634
Titres adossés à des actifs	9 905	11	(29)	9 887	9 343	17	(3)	9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	31 349	84	(42)	31 391	31 932	101	(51)	31 982
Titres de participation	791	574	(5)	1 360	728	519	(5)	1 242
	203 810 \$	1 042 \$	(1 912)\$	202 940 \$	157 208 \$	1 037 \$	(1 885)\$	156 360 \$

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 100 420 millions de dollars au 30 avril 2025 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 258 millions au 31 octobre 2024).
- (2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (35) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2025 ((35) millions au 31 octobre 2024) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Note 4 Titres (suite)**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	4 \$	– \$	(42)\$	(38)\$	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(2)	(3)	(1)	–	(2)	(3)
Écart de change et autres	1	–	4	5	1	–	–	1
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$	6 \$	– \$	(39)\$	(33)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	6 \$	– \$	(41)\$	(35)\$	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	6	–	–	6
Ventes et arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(4)	–	(4)	(8)	(3)	–	(4)	(7)
Écart de change et autres	1	–	5	6	1	–	2	3
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$	6 \$	– \$	(39)\$	(33)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	9 \$	14 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	(1)	–	(1)	(2)	(1)	–	(3)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	13 \$	– \$	21 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	15 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	(1)	–	(2)	(4)	(1)	–	(5)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	13 \$	– \$	21 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2025				31 octobre 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	200 470 \$	9 \$	– \$	200 479 \$	154 100 \$	– \$	– \$	154 100 \$
Qualité inférieure	967	–	–	967	875	–	–	875
Titres dépréciés	–	–	134	134	–	–	143	143
	201 437	9	134	201 580	154 975	–	143	155 118
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 360				1 242
				202 940 \$				156 360 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	99 386 \$	– \$	– \$	99 386 \$	99 224 \$	– \$	– \$	99 224 \$
Qualité inférieure	882	166	–	1 048	856	192	–	1 048
	100 268	166	–	100 434	100 080	192	–	100 272
Correction de valeur pour pertes de crédit	6	8	–	14	6	8	–	14
	100 262 \$	158 \$	– \$	100 420 \$	100 074 \$	184 \$	– \$	100 258 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 134 millions de dollars (143 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2025					le 30 avril 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	636 \$	121 \$	(2)\$	(25)\$	730 \$	542 \$	28 \$	(5)\$	4 \$	569 \$
Prêts aux particuliers	1 534	288	(178)	(11)	1 633	1 287	213	(134)	5	1 371
Prêts sur cartes de crédit	1 264	257	(199)	(2)	1 320	1 101	223	(185)	–	1 139
Prêts aux petites entreprises	289	88	(28)	(6)	343	212	39	(19)	(2)	230
Prêts de gros	3 210	666	(270)	(151)	3 455	2 445	405	(133)	(3)	2 714
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	–	–	–	–	43	8	–	–	51
	6 933 \$	1 420 \$	(677)\$	(195)\$	7 481 \$	5 630 \$	916 \$	(476)\$	4 \$	6 074 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	6 600 \$				7 125 \$	5 299 \$				5 715 \$
Autres passifs – Dotations	328				353	282				302
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–				–	43				51
Autres composantes des capitaux propres	5				3	6				6

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos									
	le 30 avril 2025					le 30 avril 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	572 \$	194 \$	(4)\$	(32)\$	730 \$	481 \$	102 \$	(6)\$	(8)\$	569 \$
Prêts aux particuliers	1 482	535	(367)	(17)	1 633	1 228	415	(273)	1	1 371
Prêts sur cartes de crédit	1 233	480	(392)	(1)	1 320	1 069	406	(335)	(1)	1 139
Prêts aux petites entreprises	272	134	(52)	(11)	343	194	76	(34)	(6)	230
Prêts de gros	2 793	1 130	(349)	(119)	3 455	2 326	734	(282)	(64)	2 714
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	–	–	–	–	50	1	–	–	51
	6 352 \$	2 473 \$	(1 164)\$	(180)\$	7 481 \$	5 348 \$	1 734 \$	(930)\$	(78)\$	6 074 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	6 037 \$				7 125 \$	5 004 \$				5 715 \$
Autres passifs – Dotations	311				353	288				302
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–				–	50				51
Autres composantes des capitaux propres	4				3	6				6

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	218 \$	158 \$	260 \$	636 \$	245 \$	110 \$	187 \$	542 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	34	(34)	–	–	16	(16)	–	–
Transferts vers le stade 2	(14)	18	(4)	–	(4)	8	(4)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(10)	11	–	(1)	(8)	9	–
Originations	24	–	–	24	32	–	–	32
Arrivées à échéance	(5)	(8)	–	(13)	(4)	(3)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	4	89	17	110	(43)	27	19	3
Sorties du bilan	–	–	(5)	(5)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	(1)	(4)	(20)	(25)	4	–	–	4
Solde à la fin de la période	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$	245 \$	118 \$	206 \$	569 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	305 \$	1 009 \$	220 \$	1 534 \$	280 \$	843 \$	164 \$	1 287 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	141	(140)	(1)	–	134	(134)	–	–
Transferts vers le stade 2	(32)	32	–	–	(18)	19	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(40)	41	–	–	(31)	31	–
Originations	25	–	–	25	39	–	–	39
Arrivées à échéance	(13)	(53)	–	(66)	(9)	(40)	–	(49)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(122)	304	147	329	(128)	226	125	223
Sorties du bilan	–	–	(215)	(215)	–	–	(166)	(166)
Recouvrements	–	–	37	37	–	–	32	32
Écart de change et autres	1	(2)	(10)	(11)	(2)	4	3	5
Solde à la fin de la période	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$	296 \$	887 \$	188 \$	1 371 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	206 \$	1 058 \$	– \$	1 264 \$	188 \$	913 \$	– \$	1 101 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	179	(179)	–	–	138	(138)	–	–
Transferts vers le stade 2	(28)	28	–	–	(27)	27	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(146)	146	–	–	(118)	118	–
Originations	3	–	–	3	10	–	–	10
Arrivées à échéance	(1)	(15)	–	(16)	(1)	(13)	–	(14)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(155)	373	52	270	(116)	277	66	227
Sorties du bilan	–	–	(246)	(246)	–	–	(201)	(201)
Recouvrements	–	–	47	47	–	–	16	16
Écart de change et autres	(2)	(1)	1	(2)	–	(1)	1	–
Solde à la fin de la période	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$	192 \$	947 \$	– \$	1 139 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	80 \$	87 \$	122 \$	289 \$	72 \$	74 \$	66 \$	212 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	10	(10)	–	–	7	(7)	–	–
Transferts vers le stade 2	(7)	7	–	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(3)	4	–	–	(3)	3	–
Originations	11	–	–	11	11	–	–	11
Arrivées à échéance	(4)	(6)	–	(10)	(4)	(5)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	7	39	41	87	(8)	15	30	37
Sorties du bilan	–	–	(31)	(31)	–	–	(22)	(22)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	3	3
Écart de change et autres	2	–	(8)	(6)	–	–	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$	74 \$	78 \$	78 \$	230 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	835 \$	992 \$	1 383 \$	3 210 \$	709 \$	853 \$	883 \$	2 445 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	44	(43)	(1)	–	52	(51)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(43)	43	–	–	(40)	41	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(71)	75	–	(1)	(38)	39	–
Originations	188	–	–	188	245	–	–	245
Arrivées à échéance	(117)	(97)	–	(214)	(95)	(95)	–	(190)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	59	309	324	692	(90)	201	239	350
Sorties du bilan	–	–	(289)	(289)	–	–	(150)	(150)
Recouvrements	–	–	19	19	–	–	17	17
Écart de change et autres	(16)	(29)	(106)	(151)	(23)	13	7	(3)
Solde à la fin de la période	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$	757 \$	924 \$	1 033 \$	2 714 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2025				le 30 avril 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$	223 \$	90 \$	168 \$	481 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	59	(59)	–	–	33	(33)	–	–
Transferts vers le stade 2	(18)	24	(6)	–	(10)	18	(8)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(24)	26	–	(2)	(16)	18	–
Originations	47	–	–	47	51	–	–	51
Arrivées à échéance	(10)	(14)	–	(24)	(8)	(7)	–	(15)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(33)	158	46	171	(44)	67	43	66
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(11)	(11)
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	5	5
Écart de change et autres	1	(2)	(31)	(32)	2	(1)	(9)	(8)
Solde à la fin de la période	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$	245 \$	118 \$	206 \$	569 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$	280 \$	793 \$	155 \$	1 228 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	285	(284)	(1)	–	259	(259)	–	–
Transferts vers le stade 2	(53)	56	(3)	–	(37)	39	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(79)	81	–	(1)	(59)	60	–
Originations	53	–	–	53	61	–	–	61
Arrivées à échéance	(26)	(106)	–	(132)	(21)	(86)	–	(107)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(258)	558	314	614	(242)	455	248	461
Sorties du bilan	–	–	(438)	(438)	–	–	(335)	(335)
Recouvrements	–	–	71	71	–	–	62	62
Écart de change et autres	–	(1)	(16)	(17)	(3)	4	–	1
Solde à la fin de la période	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$	296 \$	887 \$	188 \$	1 371 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$	203 \$	866 \$	– \$	1 069 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	334	(334)	–	–	275	(275)	–	–
Transferts vers le stade 2	(56)	56	–	–	(55)	55	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(283)	284	–	(1)	(226)	227	–
Originations	5	–	–	5	13	–	–	13
Arrivées à échéance	(2)	(27)	–	(29)	(2)	(21)	–	(23)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(283)	680	107	504	(241)	549	108	416
Sorties du bilan	–	–	(480)	(480)	–	–	(460)	(460)
Recouvrements	–	–	88	88	–	–	125	125
Écart de change et autres	(2)	–	1	(1)	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$	192 \$	947 \$	– \$	1 139 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$	70 \$	66 \$	58 \$	194 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	23	(23)	–	–	12	(12)	–	–
Transferts vers le stade 2	(11)	11	–	–	(9)	9	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(6)	7	–	–	(5)	5	–
Originations	20	–	–	20	20	–	–	20
Arrivées à échéance	(10)	(11)	–	(21)	(7)	(10)	–	(17)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	57	84	135	(13)	30	56	73
Sorties du bilan	–	–	(60)	(60)	–	–	(40)	(40)
Recouvrements	–	–	8	8	–	–	6	6
Écart de change et autres	3	–	(14)	(11)	1	–	(7)	(6)
Solde à la fin de la période	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$	74 \$	78 \$	78 \$	230 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$	774 \$	785 \$	767 \$	2 326 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	99	(98)	(1)	–	102	(101)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(64)	73	(9)	–	(95)	99	(4)	–
Transferts vers le stade 3	(6)	(206)	212	–	(4)	(47)	51	–
Originations	424	–	–	424	369	–	–	369
Arrivées à échéance	(303)	(197)	–	(500)	(192)	(182)	–	(374)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	11	499	696	1 206	(191)	374	556	739
Sorties du bilan	–	–	(380)	(380)	–	–	(310)	(310)
Recouvrements	–	–	31	31	–	–	28	28
Écart de change et autres	(2)	(5)	(112)	(119)	(6)	(4)	(54)	(64)
Solde à la fin de la période	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$	757 \$	924 \$	1 033 \$	2 714 \$

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage à court terme au Canada et aux États-Unis, la politique commerciale internationale des États-Unis ayant réduit les perspectives de croissance économique dans la plupart des pays développés. Les faibles prévisions de croissance économique pour le reste de l'année civile 2025 devraient entraîner des réductions des taux directeurs des banques centrales au Canada et aux États-Unis malgré la hausse de l'inflation.

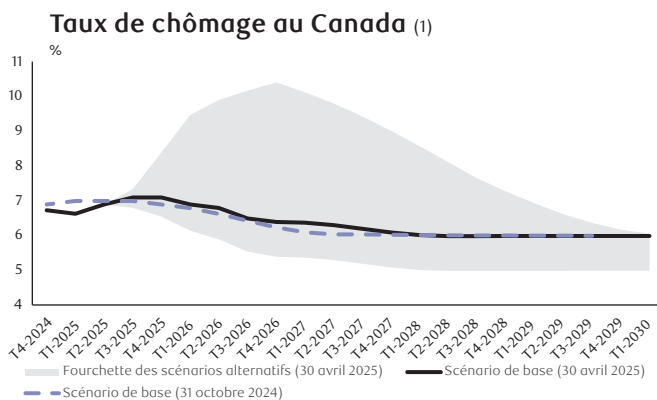
Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur de l'immobilier. En réponse à la politique commerciale internationale des États-Unis, nous avons conçu au cours du trimestre un scénario de perturbation commerciale pour remplacer notre scénario pour le secteur de l'énergie. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du troisième trimestre civil de 2025 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au deuxième trimestre civil de 2025 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

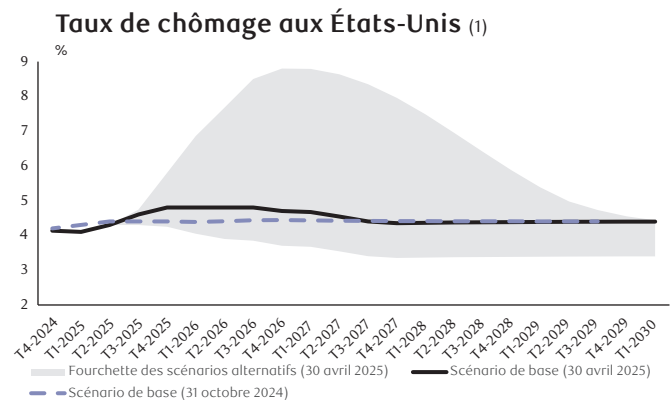
Nous avons augmenté la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2024 afin de rendre compte de l'incertitude économique accrue liée à la politique commerciale internationale des États-Unis par rapport à notre scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada augmentera pour atteindre 6,9 % au deuxième trimestre civil de 2025, pour atteindre un sommet de 7,1 % au troisième trimestre civil de 2025 et revenir à l'équilibre à long terme d'ici le premier trimestre civil de 2028. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 4,3 % au deuxième trimestre civil de 2025, atteignant un sommet de 4,8 % au quatrième trimestre civil de 2025, puis revenir à son équilibre à long terme d'ici le troisième trimestre civil de 2027.



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.



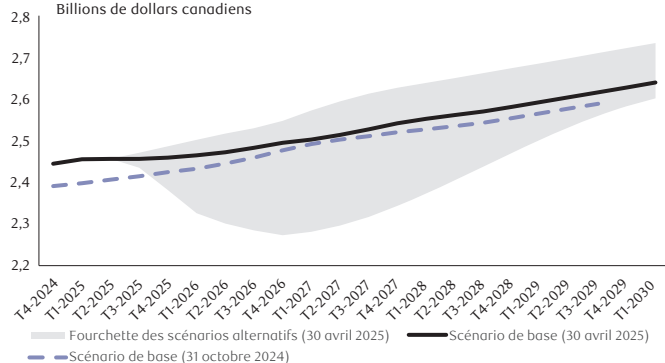
(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du deuxième trimestre civil de 2025 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2025 devrait être de 0,6 % et de 0,1 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2024 au Canada et aux États-Unis, respectivement.

PIB réel du Canada (1)

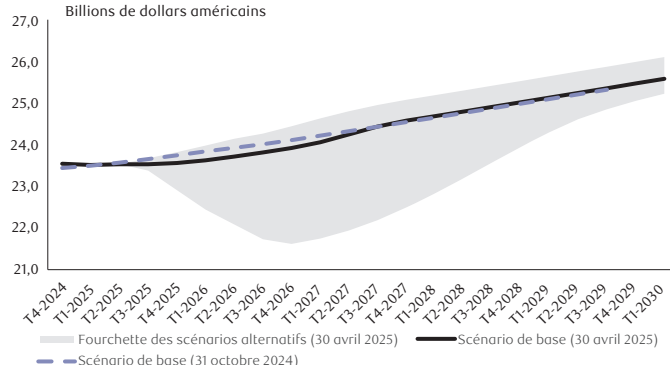
Billions de dollars canadiens



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)

Billions de dollars américains



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,1 % au cours des 12 prochains mois à partir du deuxième trimestre civil de 2025 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,4 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,5 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,7 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2024 et de 3,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 60 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du deuxième trimestre civil de 2025 et à 64 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 32 \$ à 77 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 45 \$ à 69 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 69 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 66 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2025				31 octobre 2024			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	379 026 \$	14 792 \$	– \$	393 818 \$	388 742 \$	1 354 \$	– \$	390 096 \$
Risque moyen	20 819	2 494	–	23 313	18 419	4 479	–	22 898
Risque élevé	2 073	6 484	–	8 557	1 761	6 593	–	8 354
Non notés (2)	51 487	2 326	–	53 813	52 569	1 479	–	54 048
Dépréciés	–	–	1 423	1 423	–	–	1 233	1 233
	453 405	26 096	1 423	480 924	461 491	13 905	1 233	476 629
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				910				915
Total				481 834 \$				477 544 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	84 858 \$	2 710 \$	– \$	87 568 \$	82 904 \$	1 680 \$	– \$	84 584 \$
Risque moyen	4 217	3 721	–	7 938	5 525	3 063	–	8 588
Risque élevé	672	2 468	–	3 140	592	2 365	–	2 957
Non notés (2)	11 368	760	–	12 128	11 303	498	–	11 801
Dépréciés	–	–	414	414	–	–	408	408
Total	101 115 \$	9 659 \$	414 \$	111 188 \$	100 324 \$	7 606 \$	408 \$	108 338 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	17 153 \$	187 \$	– \$	17 340 \$	17 363 \$	177 \$	– \$	17 540 \$
Risque moyen	2 086	2 342	–	4 428	1 999	2 436	–	4 435
Risque élevé	67	2 361	–	2 428	75	2 289	–	2 364
Non notés (2)	996	774	–	1 770	1 173	53	–	1 226
Total	20 302 \$	5 664 \$	– \$	25 966 \$	20 610 \$	4 955 \$	– \$	25 565 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	10 105 \$	664 \$	– \$	10 769 \$	9 428 \$	773 \$	– \$	10 201 \$
Risque moyen	2 533	1 093	–	3 626	2 740	962	–	3 702
Risque élevé	241	1 254	–	1 495	214	1 086	–	1 300
Non notés (2)	8	–	–	8	7	–	–	7
Dépréciés	–	–	394	394	–	–	321	321
Total	12 887 \$	3 011 \$	394 \$	16 292 \$	12 389 \$	2 821 \$	321 \$	15 531 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	289 824 \$	3 667 \$	– \$	293 491 \$	284 036 \$	592 \$	– \$	284 628 \$
Risque moyen	13 222	454	–	13 676	12 110	381	–	12 491
Risque élevé	745	682	–	1 427	746	602	–	1 348
Non notés (2)	10 150	91	–	10 241	10 715	88	–	10 803
Total	313 941 \$	4 894 \$	– \$	318 835 \$	307 607 \$	1 663 \$	– \$	309 270 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	123 066 \$	1 921 \$	– \$	124 987 \$	116 549 \$	1 471 \$	– \$	118 020 \$
Qualité inférieure	196 334	28 852	–	225 186	189 889	26 826	–	216 715
Non notés (2)	11 780	677	–	12 457	12 871	721	–	13 592
Dépréciés	–	–	6 708	6 708	–	–	3 905	3 905
	331 180	31 450	6 708	369 338	319 309	29 018	3 905	352 232
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				9 813				8 207
Total				379 151 \$				360 439 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	354 793 \$	695 \$	– \$	355 488 \$	345 236 \$	516 \$	– \$	345 752 \$
Qualité inférieure	166 910	14 878	–	181 788	170 212	14 512	–	184 724
Non notés (2)	3 964	20	–	3 984	3 290	17	–	3 307
Total	525 667 \$	15 593 \$	– \$	541 260 \$	518 738 \$	15 045 \$	– \$	533 783 \$

(1) Comprend 115 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (109 millions au 31 octobre 2024).

(2) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(3) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2025			31 octobre 2024		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 286 \$	294 \$	2 580 \$	2 542 \$	263 \$	2 805 \$
Prêts de gros	789	–	789	1 454	4	1 458
	3 075 \$	294 \$	3 369 \$	3 996 \$	267 \$	4 263 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2025				31 octobre 2024			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	219 237 \$	55 622 \$	244 313 \$	519 172 \$	205 714 \$	62 845 \$	253 580 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	405 325	20 220	468 028	893 573	369 943	20 157	449 570	839 670
Banques	9 859	–	24 182	34 041	9 675	641	37 406	47 722
	634 421 \$	75 842 \$	736 523 \$	1 446 786 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	153 998 \$	8 914 \$	226 \$	163 138 \$	144 712 \$	7 164 \$	203 \$	152 079 \$
États-Unis	35 619	–	–	35 619	38 520	–	–	38 520
Europe (5)	164	–	–	164	11	–	–	11
Autres pays	8 010	–	–	8 010	7 758	–	–	7 758
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	377 070	16 939	578 646	972 655	355 221	14 468	594 066	963 755
États-Unis	47 675	49 106	68 428	165 209	28 389	61 087	75 933	165 409
Europe (5)	6 029	779	65 797	72 605	5 013	851	53 295	59 159
Autres pays	5 856	104	23 426	29 386	5 708	73	17 059	22 840
	634 421 \$	75 842 \$	736 523 \$	1 446 786 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2025, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 514 milliards de dollars, 39 milliards, 69 milliards et 34 milliards (511 milliards, 34 milliards, 53 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2024, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2025	31 octobre 2024
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	195 573 \$	207 698 \$
De 3 à 6 mois	105 964	94 585
De 6 à 12 mois	163 152	173 603
De 1 à 2 ans	87 172	79 777
De 2 à 3 ans	60 082	61 175
De 3 à 4 ans	39 147	45 767
De 4 à 5 ans	16 770	20 692
Plus de 5 ans	68 663	57 259
	736 523 \$	740 556 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 670 milliards de dollars (670 milliards au 31 octobre 2024).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
Résultat des activités d'assurance				
Produit des activités d'assurance	1 331 \$	1 247 \$	2 739 \$	2 452 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 092)	(1 000)	(2 216)	(1 984)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(15)	(44)	(13)	(78)
	224 \$	203 \$	510 \$	390 \$
Résultat des placements d'assurance				
Revenu d'investissement net	255 \$	86 \$	625 \$	2 104 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(206)	(20)	(506)	(1 996)
Produits (charges) financiers de réassurance	29	(7)	41	92
	78 \$	59 \$	160 \$	200 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	302 \$	262 \$	670 \$	590 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	52 \$	47 \$	8 \$	8 \$
Coûts des services passés	49	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(41)	(37)	20	20
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	3	(1)
Frais administratifs	5	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	65	14	31	27
Charge au titre des régimes à cotisations définies	131	98	–	–
	196 \$	112 \$	31 \$	27 \$

	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	104 \$	93 \$	16 \$	16 \$
Coûts des services passés	49	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(81)	(75)	39	40
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	5	9
Frais administratifs	11	8	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	83	26	60	65
Charge au titre des régimes à cotisations définies	288	204	–	–
	371 \$	230 \$	60 \$	65 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(526)\$	(548)\$	(48)\$	(50)\$
Ajustements liés à l'expérience	(1)	–	(2)	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	561	465	–	–
	34 \$	(83)\$	(50)\$	(51)\$

	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(183)\$	723 \$	(14)\$	70 \$
Ajustements liés à l'expérience	(1)	–	(2)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	132	(1 004)	–	–
	(52)\$	(281)\$	(16)\$	70 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Examens fiscaux et cotisations

Au cours du deuxième trimestre de 2025, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2020, qui laissaient entendre que la Banque Royale du Canada devait un montant d'impôt supplémentaire d'environ 411 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente l'impôt additionnel maximal exigible pour cette année. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation reçus précédemment, comme il est décrit à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels audité de 2024. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Dispositions législatives sur le deuxième pilier

Le plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques comprend l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). En ce qui nous concerne, la législation sur le deuxième pilier s'applique depuis le 1^{er} novembre 2024 dans certains pays où RBC exerce ses activités, notamment la *Loi sur l'impôt minimum mondial* au Canada, ce qui a entraîné une augmentation du taux d'imposition effectif de RBC d'environ 1,6 % pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2025.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis des billets de capital à recours limité de série 5 (billets LRCN de série 5) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang de série BX (les actions privilégiées de série BX) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 5 à un prix de 1 000 \$ US par action privilégiée de série BX.

Le prix par billet LRCN de série 5 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,35 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 novembre 2034 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,257 % jusqu'à l'échéance le 24 novembre 2084. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 5, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 5 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiserait toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 5.

Les billets LRCN de série 5 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série BX à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série BX et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Les actions privilégiées de série BX et les billets LRCN de série 5 sont assortis de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet LRCN de série 5 sera automatiquement racheté, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BX. Les modalités de chaque action privilégiée de série BX comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BX sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BX (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 5 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclencherait la livraison des actions privilégiées de série BX. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Le 24 mai 2025, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BD émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Débetures subordonnées

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à l'échéance, le 4 février 2035.

Actions ordinaires émises

	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2025		le 30 avril 2024	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	158	14 \$	228	22 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	—	—	5 715	740
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(3 013)	(45)	—	—
	(2 855)	(31)\$	5 943	762 \$

	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2025		le 30 avril 2024	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	374	36 \$	628	60 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	—	—	11 850	1 460
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(4 955)	(74)	—	—
	(4 581)	(38)\$	12 478	1 520 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'actions propres.

(3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 488 millions de dollars (prix moyen de 162,10 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 45 millions (valeur comptable de 14,87 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 826 millions de dollars (prix moyen de 166,76 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 74 millions (valeur comptable de 14,86 \$ l'action). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2024, nous n'avions aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur et n'avons par conséquent pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024	le 30 avril 2025	le 30 avril 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)				
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	4 390 \$	3 950 \$	9 521 \$	7 532 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(112)	(67)	(230)	(125)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(2)	(6)	(4)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 274 \$	3 881 \$	9 285 \$	7 403 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 411 362	1 412 651	1 412 671	1 409 452
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,03 \$	2,75 \$	6,57 \$	5,25 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 274 \$	3 881 \$	9 285 \$	7 403 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 411 362	1 412 651	1 412 671	1 409 452
Options sur actions (1)	2 155	1 489	2 366	1 364
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	—	26	—	26
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 413 517	1 414 166	1 415 037	1 410 842
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,02 \$	2,74 \$	6,56 \$	5,25 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2025, en moyenne 917 151 option en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2025, en moyenne 684 687 option en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2024, en moyenne 1 060 719 options en cours au prix d'exercice moyen de 131,64 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 17 janvier 2025, le Department of Labor des États-Unis a proposé d'accorder une dispense afin de permettre à la Banque Royale du Canada de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » (QPAM) en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* du 5 mars 2025 au 4 mars 2030. Le 21 février 2025, le Department of Labor a proposé de prolonger la période de dispense initiale accordée à la Banque Royale du Canada en 2016 jusqu'au 4 septembre 2025 ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une mesure définitive de l'organisme relativement à la dispense proposée publiée le 17 janvier 2025, selon la première de ces éventualités. La prolongation de six mois a été accordée le 5 mars 2025. Bien que nous n'ayons aucune certitude à cet égard, nous prévoyons que le Department of Labor accordera la dispense proposée le 17 janvier 2025 avant que la prolongation de six mois n'expire le 4 septembre 2025.

Enquête de la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni

En février 2025, la Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited ont conclu un règlement avec la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni et ont convenu de verser un montant de 34,2 millions de livres sterling à titre de règlement complet et définitif de l'affaire.

Dans le cadre du recours collectif américain, le tribunal a approuvé de manière préliminaire en mars 2025 l'accord de règlement conclu par RBC Europe Limited, RBC Capital Markets, LLC et certains autres défendeurs visant à rejeter définitivement le recours collectif putatif déposé aux États-Unis à l'encontre de ces défendeurs. L'accord de règlement reste soumis à l'approbation finale du tribunal.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers (1)	Services bancaires aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	3 519 \$	1 734 \$	1 301 \$	– \$	1 275 \$	227 \$	8 056 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 286	328	4 096	338	2 026	(458)	7 616
Total des revenus	4 805	2 062	5 397	338	3 301	(231)	15 672
Dotation à la provision pour pertes de crédit	654	539	86	–	146	(1)	1 424
Frais autres que d'intérêt	1 952	698	4 098	80	1 885	17	8 730
Bénéfice (perte) avant impôt	2 199	825	1 213	258	1 270	(247)	5 518
Charge (économie) d'impôt	597	228	284	47	68	(96)	1 128
Bénéfice net	1 602 \$	597 \$	929 \$	211 \$	1 202 \$	(151)\$	4 390 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	271 \$	27 \$	318 \$	24 \$	137 \$	1 \$	778 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers (1), (4)	Services bancaires aux entreprises (1), (4)	Gestion de patrimoine (1), (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	2 985 \$	1 329 \$	1 222 \$	– \$	764 \$	323 \$	6 623 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 178	327	3 567	298	2 390	(229)	7 531
Total des revenus	4 163	1 656	4 789	298	3 154	94	14 154
Dotation à la provision pour pertes de crédit	464	290	27	–	137	2	920
Frais autres que d'intérêt	1 787	566	3 728	69	1 722	436	8 308
Bénéfice (perte) avant impôt	1 912	800	1 034	229	1 295	(344)	4 926
Charge (économie) d'impôt	509	223	194	52	33	(35)	976
Bénéfice net	1 403 \$	577 \$	840 \$	177 \$	1 262 \$	(309)\$	3 950 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	272 \$	8 \$	309 \$	(1)\$	130 \$	(7)\$	711 \$

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers (1)	Services bancaires aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	7 024 \$	3 530 \$	2 695 \$	– \$	2 193 \$	562 \$	16 004 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 592	659	8 270	744	4 864	(722)	16 407
Total des revenus	9 616	4 189	10 965	744	7 057	(160)	32 411
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 142	878	167	–	288	(1)	2 474
Frais autres que d'intérêt	3 967	1 408	8 302	167	3 926	216	17 986
Bénéfice (perte) avant impôt	4 507	1 903	2 496	577	2 843	(375)	11 951
Charge (économie) d'impôt	1 227	529	587	94	209	(216)	2 430
Bénéfice net	3 280 \$	1 374 \$	1 909 \$	483 \$	2 634 \$	(159)\$	9 521 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	545 \$	53 \$	635 \$	22 \$	281 \$	– \$	1 536 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers (1), (4)	Services bancaires aux entreprises (1), (4)	Gestion de patrimoine (1), (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	5 839 \$	2 611 \$	2 452 \$	– \$	1 425 \$	628 \$	12 955 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 355	658	7 024	661	4 680	(694)	14 684
Total des revenus	8 194	3 269	9 476	661	6 105	(66)	27 639
Dotation à la provision pour pertes de crédit	928	460	38	1	304	2	1 733
Frais autres que d'intérêt	3 511	1 108	7 569	140	3 364	940	16 632
Bénéfice (perte) avant impôt	3 755	1 701	1 869	520	2 437	(1 008)	9 274
Charge (économie) d'impôt	999	474	365	123	21	(240)	1 742
Bénéfice net	2 756 \$	1 227 \$	1 504 \$	397 \$	2 416 \$	(768)\$	7 532 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	507 \$	8 \$	620 \$	3 \$	254 \$	(9)\$	1 383 \$

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(4) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	561 214 \$	192 549 \$	185 080 \$	31 275 \$	1 175 510 \$	96 505 \$	2 242 133 \$
Total du passif	561 182	192 547	183 623	31 131	1 175 427	(34 307)	2 109 603

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	555 029 \$	187 142 \$	184 503 \$	29 288 \$	1 127 661 \$	87 959 \$	2 171 582 \$
Total du passif	554 970	187 135	183 055	29 158	1 127 564	(37 492)	2 044 390

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au deuxième trimestre de 2025, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	30 avril 2025	31 octobre 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres CET1	92 829 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	103 194	97 952
Total des fonds propres	116 237	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾		
Risque de crédit	570 953 \$	548 809 \$
Risque de marché	39 287	33 930
Risque opérationnel	93 680	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	703 920 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,7 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	16,4 %
Ratio de levier	4,3 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 379 092 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios ⁽²⁾		
TLAC disponible	217 931 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	31,0 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	9,2 %	8,4 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web : computershare.com/rbc
Courriel :
service@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
séries BF, BH, BI et BO
sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux
actions pour une de mars 1981 et
de février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires, il leur suffit
d'en faire la demande à notre
agent des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
devise de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de distributions
dans la devise de leur choix.
Veuillez consulter le site
investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
législation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
30 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2024
au 11 juin 2025, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu
de notre avis d'intention
déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer une
offre publique de rachat dans
le cours normal des activités
en communiquant avec le
secrétaire de la Banque, à
notre adresse postale de
Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2025

Premier trimestre 27 février
Deuxième trimestre 29 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2025

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries BF, BH, BI et BO	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BW	16 mai 17 novembre	23 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.